Vol. 4 No. 27 • Du 19 au 25 janvier 2011 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50



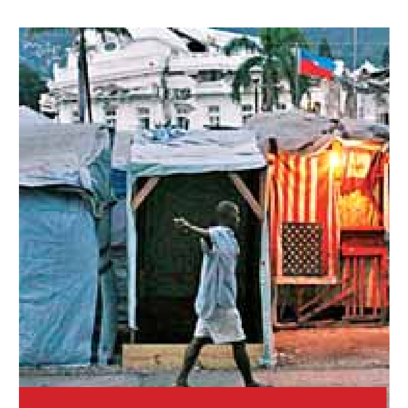
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

JEAN-CLAUDE DUVALIER CONVOQUÉ PUIS LIBÉRÉ!

Voir page 4

Ci-dessus, de gauche à droite: Véronique Roy, la femme de l'ex-dictateur, Jean-Claude Duvalier et le mercenaire Louis Jodel Chamblain de FRAPH
Ci-dessous : un jeune homme exhibant un portrait de l'ancien président

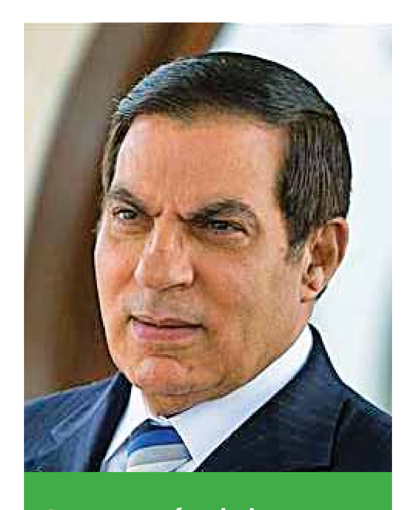
Arestasyon 13 endividi ame nan Pòtoprens
Page 6



Un an depuis le séisme en Haïti
Page 7



La stratégie impériale des Etats-Unis pour contrôler les ressources énergétiques mondiales
Page 10



Le président tunisien fuit le pays
Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Le double visage politique de la Communauté Internationale!

Par Berthony Dupont

Jean Claude Duvalier a-t-il perdu la tête, ou comme tout dictateur sentant le sol se dérober sous ses pieds, a-t-il perdu le bon sens et la maîtrise de soi ? On a pu y penser quand il est arrivé sans crier gare en Haiti, à bord d'un appareil de la compagnie Air France.

Comme on pouvait le voir, l'homme est entré dans le pays, mais il semblait perdu, avec la peur dans les yeux. Avait-il réellement l'intention de venir en Haiti, ou bien l'a t-on parachuté dans une opération surprise juste pour donner un moment de répit au pouvoir en place, ce pouvoir qui joue à ce voleur qui crie « au voleur » depuis les derniers rapports de l'OEA ? Surtout quand le lendemain, le secrétaire général de l'OEA devrait rentrer dans le pays pour aller remettre les rapports de leurs experts au Président Préval. Pour qui a suivi avec attention les épisodes peu reluisants entourant cette visite, peut on également qualifier ce coup d'une provocation du secteur lié au Duvaliérisme?

Mais le côté bizarre de tout cela, ce n'est pas tellement le débarquement par surprise de Duvalier que le fait d'entendre les autorités américaines et françaises dire qu'elles n'étaient pas au courant. Alors, l'on se demande : mais diable, qui est en mesure de monter un tel scénario ? C'est comme si par les temps qui courent, n'importe qui pouvait prendre un avion et débarquer n'importe où, particulièrement un ancien président exilé en France, pas n'importe qui. Voilà pourquoi l'on comprend mal les excuses de la France et des Etats-Unis. C'est comme s'il n'y avait pas eu une réservation du passager à Air France. C'est vouloir laisser croire que leur protégé a tout bonnement agi à sa guise, ou bien a été capable de tromper la vigilance des services français d'immigration, sans même avoir été filmé par ces puissantes cameras en ces temps où toutes les attentions sont portées sur d'éventuels terroristes dans les aéroports. C'est dire aussi que Nicolas Sarkozy devrait demander des comptes aux responsables de la Sécurité en France. Comment se fait-il que la nouvelle ne se soit pas ébruitée à la manière du rapport des experts de l'OEA sur les élections à la mode de Préval ? Dans cette perspective, la mission du secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, Jose Miguel Insulza est passée inaperçue, d'où l'absence de mobilisation et de reportage sérieux sur un dossier qui occupait tous les esprits…

Mais en ce qui concerne l'arrivée de Duvalier, pourquoi des chancelleries se sentent obligées de s'excuser, elles qui n'ont de compte à rendre à personne. Alors qui est dans les coulisses de ce scénario ? Qui tire les ficelles ? Etait-ce pour détourner l'opinion nationale et internationale de la vraie réalité de ce qui se passe en Haiti, juste après le premier anniversaire du séisme où les gens vivent toujours sous les tentes de fortune ? Et de plus pourquoi ce moment précis et par-dessus tout, un dimanche, le jour de tous les mauvais coups en Haiti ?

Par ailleurs, une conférence de presse a été annoncée par Jean Claude Duvalier, qui n'a jamais eu lieu, sans qu'aucune raison valable n'ait été avancée par l'ancien président et son entourage pour expliquer cette annulation. Est-ce du fait qu'il n'avait aucun programme, qu'il se mettait à inventer des rencontres avec la presse, des conférences pour montrer qu'il était venu faire quelque chose ? Le traumatisme causé par la brusque présence du dictateur est trop fort pour ne pas créer un climat de malaise et de suspicion persistant.

En ce sens, les dirigeants n'allaient-ils pas être contraints, de gré ou de force, d'opérer une marche arrière et de faire amende honorable à l'égard des puissances coloniales impérialistes, têtes de pont de tous les actes de sabotage et de tous les complots ?

Cependant tout cela peut être conclu à travers la politique « Janus » de cette Communauté Internationale qui joue sur deux tableaux à la fois. Ainsi, sous la baguette de ces pays impérialistes, la gestion de l'état sous l'actuelle présidence, à tous les échelons, ressemble à un gag indigne d'Haiti. Tantôt elle provoque l'éclat de rire, tantôt elle attriste. Il se passe donc des choses proprement incroyables, inimaginables. En fait, si Jean Claude Duvalier s'est décidé de son propre gré à retourner en Haiti, c'est bien le résultat de la politique de débandade entamée par les forces occupantes en Haiti depuis le coup d'état de 2004 avec Latortue aux commandes.

Il faut le dire, ce sont autant de turpitudes et d'actes négatifs que la Communauté internationale a voulu récemment nous faire accepter soit à travers une élection qui n'a pas eu lieu, soit avec ce simulacre d'arrestation de l'ex-dictateur. Tout cela n'est que du théâtre pour nous tourner en dérision. C'est ce qui arrive quand un pays n'a plus d'institutions viables, de leadership valable, n'a plus de symbole, plus de référence que seulement celle de ceux qui agressent, violent notre souveraineté, occupent notre territoire, interviennent dans nos affaires intérieures, mènent des campagnes de déstabilisations, empêchant au peuple de jouir de leurs droits fondamentaux. En définitive, c'est à cause d'un Etat haïtien extrêmement débile avec des dirigeant sans respect pour leur pays et leur propre peuple et qui s'adonnent tout bonnement à la politique du laisser-aller de se mettre à plat devant les pouvoirs colonialistes.

La population de Fort-National dénonce la démagogie de Préval



Le président haïtien, René Préval, au centre, en présence de Bill Clinton (à droite) pose la première pierre du mémorial en souvenir des victimes du tremblement de terre, le 12 janvier 2011.

Par Yves Pierre-Louis

Le mercredi 12 Janvier 2011 à l'occasion de la commémoration du premier anniversaire de la catastrophe du 12 Janvier 2010, le président de la République, René Préval devait procéder à la pose des premières pierres pour la construction des logements sociaux pour les victimes du tremblement de terre au Fort-National, un quartier populaire situé dans la première circonscription de Port-au-Prince. Selon la programmation du jour, cette activité allait être réalisée à 11 heures, la population était mobilisée avec des pancartes en main sur lesquelles s'inscrivaient des slogans défavorables à René Préval au Fort-National.

Des centaines de résidents de ce quartier ont massivement occupé les abords du site prévu pour l'inauguration. Les manifestants se sont largement opposés à ce genre de reconstruction qui ressemble beaucoup plus à une démagogie pure et simple. Les protestataires ont également lancé des pierres et des tessons de bouteilles sur le site réservé pour l'évènement. Les habitants de Fort-National ont demandé des explications concernant ce projet de reconstruction qui reste toujours, un (1) an après, la catastrophe de 12 Janvier, au point mort pendant que le gouvernement Préval/Bellerive et les ONG continuent à dilapider les fonds reçus au nom des victimes.

«Nous voulons que nos revendications entrent dans un cadre beaucoup plus large d'une politique sociale qui tienne compte de nos droits, de nos revendications et de notre dignité humaine. Nous voulons des explications, nous voulons savoir comment l'Etat compte aider la population victime du Fort-National qui, avant le 12 Janvier, vivaient dans des conditions infrahumaines. C'est vraiment inacceptable en plein XXIe siècle.» a déploré l'un des manifestants.

Dans la foulée, un autre manifestant a ajouté à l'exécution effective de ce projet: *«Avec quel argent allons-nous être dédommagés avant qu'on détruise nos maisons ? Si la cérémonie n'a pas eu lieu aujourd'hui, c'est parce que nous voulions nous assurer que tout le monde comprenne très bien de quoi il s'agit.»*

Suite à la page (16)

Mutation de Guire Poulard à l'archidiocèse de Port-au-Prince

Par Yves Pierre-Louis



Monseigneur Guire Poulard

Le mercredi 12 Janvier 2011 à l'occasion de la première commémoration du séisme de 12 Janvier 2010, le Pape Benoît XVI, chef de l'église catholique romaine, s'était souvenu de cette catastrophe en nommant deux autres responsables à la tête de l'archidiocèse de Port-au-Prince, et accordant un don de 1.2 million de dollars pour la reconstruction des églises et écoles congréganistes qui ont été détruites par le tremblement dévastateur. Originaire de Petit-Goâve, Monseigneur Guire Poulard, ancien évêque du diocèse des Cayes (Sud du pays) a été muté à l'archidiocèse de Port-au-Prince par le Pape Benoît XVI, en remplacement le Mgr. Joseph Serge Miot péri dans la catastrophe du 12 Janvier 2010.

Le Pape Benoît XVI a également nommé Mgr Glandas Marie Erick Toussaint, évêque auxiliaire de la même diocèse. Agée de 69 ans, le nouveau archevêque de Port-au-Prince, Guire Poulard fut ordonné prêtre le 25 Juin 1972, après sa formation en philosophie et en théologie au grand séminaire Notre-Dame de Port-au-Prince. Il a été promu évêque par le Pape Jean Paul II le 25 Février 1988. Avant son transfert à la tête du diocèse au Sud du pays en mars 2009, où il avait succédé à Mgr. Jean-Alix Verrier qui a pris sa retraite ; Guire Poulard a passé les vingt premières années de son épiscopale à la tête du diocèse du Sud-Est (Jacmel) du pays.

Mgr. Guire Poulard était vice-président de la Conférence épiscopale, il également dirigé plusieurs paroisses, dont Jacmel, Bélladères, Saut-d'Eau et Saint-Pierre à Pétion-Ville. Il a été très actif dans le mouvement GNB au cours des années 2003-2004 qui a abouti au coup d'Etat/kidnapping le 29 Février 2004 contre le président démocratiquement élu, Jean Bertrand Aristide. Il n'a jamais raté aucune occasion de prendre position en faveur du maintien du statu quo et contre le changement. Les faits témoignent de la dégradation continuelle de la situation d'Haïti, sept années après le coup d'Etat/kidnapping des grandes puissances impérialistes soutenu par les hauts dignitaires des églises.

Ce coup d'Etat suivi de l'occupation étrangère, violant ainsi

Suite à la page (19)

Jean Claude Duvalier convoqué puis libéré !

Par Yves Pierre-Louis

De 1957 à 1986 Haïti a connu le règne d'une dictature la plus longue, la plus sauvage, la plus sanguinaire, la plus horrible de son histoire de plus de 200 ans, celle des Duvalier père et fils. François Duvalier a passé 14 ans (1957-1971) à exercer sa dictature criminelle sur le peuple haïtien avec le support des grandes puissances impérialistes et colonialistes, devenues aujourd'hui les « amis d'Haïti ». A sa mort, en 1971, il se fit succéder à la tête de la présidence à vie par son fils, Jean Claude Duvalier, qui, lui-même, a régné durant 15 ans (1971-1986). François et Jean Claude Duvalier ont établi pendant 29 ans un régime dictatorial Par Yves Pierre-Louis

De 1957 à 1986 Haïti a connu le règne d'une dictature la plus longue, la plus sauvage, la plus sanguinaire, la plus horrible de son histoire de plus de 200 ans, celle des Duvalier père et fils. François Duvalier a passé 14 ans (1957-1971) à exercer sa dictature criminelle sur le peuple haïtien avec le support des grandes puissances impérialistes et colonialistes, devenues aujourd'hui les « amis d'Haïti ». A sa mort, en 1971, il se fit succéder à la tête de la présidence à vie par son fils, Jean Claude Duvalier, qui, lui-même, a régné durant 15 ans (1971-1986). François et Jean Claude Duvalier ont établi pendant 29 ans un régime dictatorial – «plume ne bouge» – en Haïti et de fait, ils sont successivement responsables de l'emprisonnement, de la mort, de l'assassinat, de la disparition, de la bastonnade, de violation des droits humains de dizaines de milliers d'Haïtiens pour leur opinion politique. Ils sont également responsables de la dilapidation et du détournement d'importantes sommes d'argent du pays, destinées à construire des écoles, des hôpitaux, des routes…

Le 7 Février 1986, sous la pression et le soulèvement populaires, Jean Claude Duvalier quitta le pouvoir pour la France où il a été accueilli avec sa famille et ses richesses. Depuis lors, il menait une vie normale, dans le Sud de la France avec des centaines de millions de dollars volés et/ou détournés des fonds publics.

Le dimanche 16 Janvier 2011, environ 25 ans après, à sa plus grande surprise, le peuple haïtien, qui a horreur des Duvalier, a appris le débarquement de l'ancien dictateur sanguinaire, Jean Claude Duvalier à l'aéroport international de Toussaint Louverture à bord d'un vol d'Air France aux environs de 17 heures avec la complicité des autorités françaises et haïtiennes. Le débarquement de Jean-Claude a soulevé beaucoup de réactions, certaines d'entre elles exigeant son arrestation. Pour Amnesty International, Jean Claude Duvalier doit obligatoirement comparaître par devant la justice pour répondre de multiples actes de violations des droits humains et des crimes odieux, des meurtres et assassinats abominables, planifiés depuis le palais national sous son règne.

A l'époque des Duvalier, l'abomination de ces forfaits avait révolté l'opinion et la conscience citoyenne ce qui a abouti à la révolte du 7 Février 1986. Amnesty International a adressé une requête aux autorités haïtiennes leur demandant de déférer l'ancien dictateur haïtien, Jean Claude Duvalier par devant la justice pour les violations des droits humains commises sous son régime dans les années allant de 1971 à 1986. Le conseiller spécial de cette institution internationale de droits de l'homme, Javier Zunigar a déclaré : « Les violations des droits humains à grande échelle commises systématiquement en Haïti sous le régime Duvalier constituent des crimes contre l'humanité. Haïti doit engager des poursuites contre lui et toutes autres personnes responsables de tels crimes. Les autorités haïtiennes doivent mettre fin au cycle de l'impunité qui prévaut en Haïti depuis des décennies. Ne pas traduire en justice les responsables ne pourraient qu'entraîner de nouvelles atteintes aux droits humains. »

D'autres organisations des Droits de l'homme lancent un appel aux autorités haïtiennes pour qu'elles procèdent à l'arrestation immédiate de Jean Claude Duvalier pour que la justice haïtienne puisse l'entendre. Des plaintes ont été depuis belle lurette déposées contre lui, le moment est venu pour que la justice fasse son travail comme le veut la loi. Selon les organisations, les crimes commis sous le régime de fer des Duvalier sont des crimes contre l'humanité et de fait ils sont imprescriptibles. Même pour la morale ces crimes odieux ne peuvent pas être soumises aux prescriptions. Dans une note de presse l'Institut for Justice & Democracy in Haïti (IJDH) et le Bureau des Avocats Internationaux (BAI) dirigés respectivement par Iran, Kurzban, Brian Concannon Junior et Mario Joseph, demandent au gouvernement haïtien de respecter et de faire appliquer les lois de la République, selon le vœu de l'article 136 de la constitution de 1987, en procédant immédiatement à l'arrestation de l'ex-dictateur haïtien. L'IJDH et le BAI ont rappelé que la constitution haïtienne reconnaît le droit de tous les Haïtiens forcés de quitter le pays à retourner sur leur terre natale, mais ceux qui ont commis des crimes doivent en répondre devant la justice. L'IJDH et le BAI disent détenir des documentations juridiques prouvant des actes de criminalité de la tyrannie des Duvalier.

« Un arrêt du 3 Juillet 2009 de la Première Cour de droit public, de la Cour fédérale de la Suisse, qui note que le gouvernement haïtien l'avait informé d'une procédure pénale en cours contre M. Duvalier depuis Juin 2008 ; Un arrêt du tribunal fédéral du district Sud du Floride dans le dossier de Jean-Juste contre Duvalier, noo 86-0459, en date du 8 Janvier 1988, qui a prononcé une condamnation civile contre M. Duvalier pour plus de $ 500 000 000 (U.S) pour son détournement de fonds publics à des fins personnelles. Un compte rendu comptable de détournement M. Duvalier de fonds publics mené pour le gouvernement haïtien par un cabinet de comptables des Etats-Unis entre 1986 et 1990, établissant le vol de plus de $ 300 000 000 U.S de fonds publics.

Cette documentation juridique est complétée par un volumineux dossier public des violations des droits humains de M. Duvalier, y compris les tortures et les disparitions d'opposants politiques de la prison de Fort-Dimanche, et les crimes commis par les milices sous le contrôle de M. Duvalier, y compris les Forces Armées d'Haïti et les Volontaires de la Sécurité Nationale (Tonton Macoutes). Les crimes de M. Duvalier ne sont pas prescriptibles.

D'après l'article 466, du Code d'Instruction Criminelle de la République d'Haïti, les poursuites pour détournement de fonds ne sont pas prescrites à cause des actes d'instruction et de poursuite qui ont été enclenchés de 1986 à 2008. Les assassinats et tortures politiques ne sont pas prescrits, car ils sont des crimes contre l'humanité, qui sont imprescriptibles selon le droit international. »

Des victimes de la tyrannie des Duvalier, entres autres, des journalistes bien connus de la radio Haïti-Inter ont vivement condamné le débarquement de Jean Claude Duvalier à Port-au-Prince. Ils ont également dénoncé la complicité du gouvernement haïtien, du gouvernement français et de l'Administration d'Obama dans cette affaire. Ils exigent l'arrestation immédiate de Jean Claude Duvalier. Rappelons pour l'histoire et pour tous ceux qui font comprendre qu'on devrait réconcilier la nation haïtienne, le 28 Novembre 1980 sous la dictature de Jean Claude Duvalier, la station de radio Haïti-Inter avec ses journalistes a été vandalisés par les milices surnommés « Tonton macoutes ». On dit souvent « la justice élève une nation ». La nation ne peut pas se réconcilier dans l'injustice et l'impunité.

La femme de feu Jean Léopold Dominique Directeur de radio Haïti-Inter, Michelle Montas se prépare à porter plainte contre Jean-Claude Duvalier devant la justice haïtienne pour la destruction de la station et l'assassinat de ses journalistes. « Notre média a été détruit sur ordre de Jean Claude Duvalier le 28 Novembre 1980. Une dizaine de mes collaborateurs ont été arrêtés à radio Haïti-Inter. Certains d'entre eux ont passé plus d'un mois en prison, d'autres ont été torturés. Je peux aussi parler au nom de ceux qui, le 28 Novembre 1980 ont été arrêtés arbitrairement ou assassiné, parmi eux, Ezéchiel Abellard, Pierre Clitandre, Marcus Garcia, Elsie Ethéart, Jean Robert Hérard, Richard Brisson et la liste est longue. » a-t-elle déclaré.

L'Ambassadeur français en Haïti, Didier Le Bret, qui fait semblant que les autorités françaises n'avaient été informées à aucun moment du retour de Jean Claude Duvalier à Port-au-Prince, a apporté des explications aux micros de la presse : « Jean Claude Duvalier est en possession d'un billet de retour pour Paris, le 20 Janvier. Il a une réservation pour retourner à Paris le 20 Janvier, j'espère qu'il va l'utiliser. Son arrivée dans le contexte actuel n'est pas souhaitable, au moment où on a besoin de calme pour sortir d'une situation politique difficile.»

Quoiqu'on dise du débarquement de Jean Claude Duvalier en Haïti dimanche dernier, ni le gouvernement français ni le gouvernement haïtien ne pourraient ne pas être au courant. Jusqu'à présent, deux jours après, le gouvernement Préval/Bellerive n'a pris aucune position officielle pour informer la population de la venue de l'ex-dictateur en Haïti. De toute évidence, l'arrivée de Jean Claude à Port-au-Prince est une provocation et une insulte pour des centaines de milliers de victimes durant ces 29 ans passés au

Suite à la page (18)



Des duvaliéristes lui aident à descendre l'escalier de l'hôtel Karibe Convention Center



Un homme montrant le portrait de son leader



Certains partisans de l'ancien dictateur



Jean Claude et sa femme escortés par des policiers de la PNH

Points d'interrogation

Par Fanfan La Tulipe

Avec l'arrivée apparemment inattendue de Baby Doc en Haïti, je me sens à point pour commencer ma rubrique cette semaine. Même au point où nous en sommes et à ce point de dégringolade du pays, je persiste à penser que la gente politichienne n'a pas encore atteint le point le plus bas de sa décrépitude morale. C'est d'ailleurs un point d'intérêt pour tout citoyen honnête, désireux de faire le point avec lui-même, désireux de savoir jusqu'à quel point il peut continuer à s'intéresser à ce foutu bordel qu'est ce microcosme d'enfoirés politiciens qui ont déjà commencé à s'agglutiner autour de fiston Duvalier que nous avons vu à la télé avec tout l'air d'un type mal en point, au visage un peu hagard et hébété, on dirait un malade atteint de démence présénile, cette forme de la maladie d'Alzheimer.

Cette entrée en matière était un préambule à ce qui m'intéresse cette semaine : les signes de ponctuation. Un sujet d'écriture comme un autre, n'est-ce pas ? Je trouve que les virgules et les points-virgules sont des signes *raz*. Je leur préfère le point d'exclamation rehaussé de sa théâtralité. Je n'aime pas les points, à la ligne, parce que justement il faut faire l'effort d'aller à la ligne. Et paresseux comme je suis Voyez ça, ces points de suspension qui se faufilent à ma suite et qui ne m'intéressent guère du reste. J'avoue avoir un faible très fort pour les deux-points car *yo toujou pare pou* ouvrez les guillemets. Le signe de ponctuation qui m'intéresse en particulier est le point d'interrogation parce qu'il me va si bien dans la conjoncture actuelle. Et me voilà déjà au point final de ce paragraphe avant d'en venir au *nannan* même de la rubrique.

Le 28 novembre de l'année dernière a eu lieu cette simagrée que le pouvoir en place a prétendu être des élections. Rappelons et précisons que la date même de ces consultations a été décidée et annoncée par le proconsul Edmond Mulet. Nos dirigeants ont accepté sans broncher, ce qui a laissé les plus conscients avec un point d'interrogation : pourquoi cette attitude de *restavèk* du chef de l'Etat et du CEP? *Ki dwa* Mulet ? Des points d'interrogation pour ceux-là que la chose intéresse.

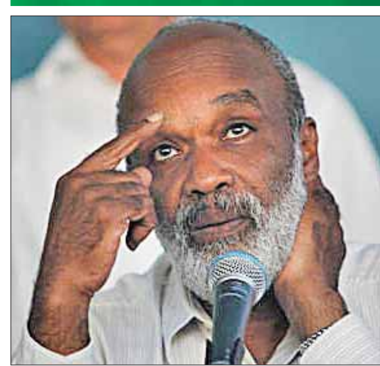
Le jour du vote, ça a été un gâchis national, une vraie pagaille, avec *deblozay* à bâbord et à tribord. Tous les candidats en étaient conscients qui avaient pris la nation à témoin. Logiquement, ils auraient dû, illico, au su et au vu des fraudes grossières et innombrables, non seulement demander à leurs partisans de ne plus continuer à voter mais faire un faisceau commun pour demander d'une seule voix l'annulation purement et simplement de ce scandale dont l'immoralité a éclaboussé autant le CEP que le pouvoir et son poulain Jude Célestin. Non, ils ne l'ont pas fait sur-le-champ. Comment comprendre cette attitude: j'y suis, j'y reste, *nou ladan l, nou ladan l nèt* ? Un autre point d'interrogation.

Vers quatre heures de l'après-midi, douze candidats en perdance de fauteuil présidentiel se sont amenés comme un seul homme (ou comme une seule femme) au Karibe Center, manifestant une surprenante unité d'action, à mes yeux intéressée et même suspecte. Ils réclamaient - un peu tardivement - l'annulation de la mascarade à laquelle ils s'étaient goulûment prêtés tout en pestant contre le CEP, Préval et son poulain. Mais le CEP de son côté, *kè kal*, ne démordait pas: aucune irrégularité d'importance, les élections ne seront pas annulées. Moins de 24 heures après, Martelly et Manigat se démarquaient prestement des douze: une vraie trahison. Quelqu'un du CEP, de la Communauté internationale, de l'OEA leur aurait-il donné «une poule» aux deux traîtres, à savoir l'assurance qu'ils étaient en meilleure position pour le deuxième tour ? Point d'interrogation.

Le 7 décembre, à la cloche de bois, le CEP rendait publics les «résultats» officiels de ses élections-magouilles : Mirlande Manigat et Jude Célestin en tête pour le deuxième tour présidentiel, et législatives nettement favorables au parti INITÉ. Le pouvoir et un secteur de la communauté internationale venaient ainsi de mettre le feu aux poudres. Discours inutile d'apaisement de Préval. Proposition inutile du non moins inutile *preyidan*. Silence de Myrlande. Annulation réclamée par 13 candidats. Second tour proposé par Martelly, avec tous les candidats. Missions techniques de l'OEA sollicitées par Préval. Résultats «définitifs» des élections projetés pour le 20 décembre avec second tour le 15 janvier. Comment un président peut-il être aussi nul et se sentir aussi confortable dans sa façon gauche de provoquer la population ? Est-ce à cause d'un début de démence présénile ? Est-ce à cause de délabrements systémiques liés à son cancer de la prostate ? Est-ce que sa femme l'a «annulé» après lui avoir fait ingurgiter quelque puissant philtre «annulatif» concocté par quelque *houngan* de l'Artibonite ? Autant de points d'interrogations.

Entre temps, Myrlande Manigat a eu quelques leçons de rattrapage prodiguées par son mari qui lui a inculqué les dernières techniques pour foncer, percer, transpercer et dépecer au deuxième tour. Manmzèl a appris par cœur la formule-sésame : *m devan, m devan nèt*. Et son mari de lui recommander cette formule en guise de réponse à n'importe quelle question venant





Le 7 février n'est pas bien loin. *Kisa Préval pral fè ?* **Allez, à la prochaine, et point…final.**

de n'importe quel cancre de journaliste, n'importe quand, n'importe où, n'importe comment. Au demeurant, si Mme Manigat savait pertinemment que les élections étaient viciés au départ, comment peut-elle alors savoir que ses propres résultats n'ont pas été falsifiés au détriment de quelqu'un d'autre ? Encore un point d'interrogation.

On se demande comment une femme aussi bien préparée, cultivée, sobre de parole et dans sa mise vestimentaire, équilibrée dans ses commentaires, peut-elle ainsi se laisser guider par un perdant, un fieffé politicien retors qui a «failli gagner», un mauvais *looser*. Peut-on être à ce point politiquement fidèle à un ex-chef de parti tout décrépit, tout *dekati, ansyen fòd twa pedal*, féodal plus ou moins éclairé ? Comment peut-on être ainsi fidèle jusqu'à l'égarement et la déraison ? Encore des points d'interrogation.

Pendant que Myrlande Manigat était en train de s'attifer pour le deuxième tour, le secrétaire général de l'OEA, Migue Insulza avait dépêché son adjoint Albert Ramdin pour demander à Préval de surseoir à la promulgation des résultats jusqu'à nouvel ordre. Empêtrés avec le résultat des deux Commissions OEAtes, Préval et la communauté internationale jouent au chat et à la souris. Les membres des Commissions disent avoir acheminé les résultats à Préval qui s'en est lavé les mains pour en laisser la responsabilité au CEP qui lui-même a renvoyé la balle aux «tabulateurs». Finalement, Jude a été sacrifié, relégué en troisième place. Pourquoi un tel *tchak* ? Le deuxième tour débouchera-t-il sur une première à l'haïtienne, je veux dire un «troisième» tour? Martelly va-t-il faire des siennes en descendant son pantalon ras les fesses devant les bureaux du CEP advenant la victoire de la dame à Leslie ? Ce sont davantage de points d'interrogation *ki ba w tèt fè mal*.

Et comme s'il ne nous suffisait pas de nous accommoder de ce mauvais spectacle de pantins manipulés par le «laboratoire», il nous est tombé dessus la foudre jean-claudo-duvaliériste qui a mis en émoi tout le gratin d'une presse uniformisée qui s'est empressée de traiter le *pitit tig* avec grande déférence, enthousiasme et un incompréhensible empressement. Tout à coup il s'est trouvé des gogos pour s'imaginer que ce jouisseur arriviste serait disposé à mettre la main à la pâte pour reconstruire Haïti. Est-ce de la sottise ? Est-ce une naïveté crasse? Y avaient-ils des duvaliéristes en état d'hibernation auxquels l'irruption du protégé de l'Hexagone a apporté un peu de chaleur francisco-duvaliériste ? Autant de points d'interrogation auxquels on aimerait bien une réponse satisfaisante.

On se demande quel vent contraire a poussé l'audacieux tyran jusque vers les rives d'un pays qui l'avait bruyamment chassé pour cause de répression, abus d'autorité, violence macoutique, dépravation, corruption, détournement des deniers publics, collusion avec l'empire et ses laquais haïtiens pour détruire notre cheptel porcin et ouvrir le pays aux pratiques néolibérales. Qu'est-il venu faire, le mec ? Pour qui travaille-t-il ? Qui tire ses ficelles ? L'a-t-on fait revenir comme un repoussoir, sorte de Roger Lafontant amené d'exil par l'ambassadeur américain, en sous-main ? Est-ce un pion secret de Préval ou de l'ambassade américaine pour faire diversion ? Points d'interrogation *sou* points d'interrogation.

L'ex-président *avir* devait donner une conférence de presse dans l'après-midi du lundi 17. Il y a eu toute une agitation, tout un branlebas autour de cette intervention publique dont on attendait peut-être un gros bœuf d'importantes déclarations. Malheureusement, la montagne présidentielle n'accoucha même pas d'un *zwit* de *sourit*. Il n'y eut jamais de conférence de presse. Pourquoi ce renvoi? Pourquoi ce mutisme? Pourquoi cette dérobade ? Pourquoi cette refusade de rencontrer des journalistes ? Pourquoi cette faufilade par la petite porte ? Que de points d'interrogations ponctués du reste d'un point d'exclamation! Entretemps, l'ambassadeur français a fait part de son souci d'arrestation de fiston Duvalier après avoir juré par tous les dieux qu'il n'était pas au courant de la venue du garnement en Haïti. Pourquoi ce mensonge diplomatique ? Encore des points d'interrogation.

Mardi matin 18. Le théâtre bien monté depuis dimanche après-midi par une main experte bien cachée se précise avec une audition inattendue de l'ex-président dans une salle de l'hôtel Karibe où il se tient avec le commissaire du gouvernement Aristidas Auguste. L'homme sur la sellette de la justice est flanqué de ses avocats. Un suspense pathétique est entretenu à dessein autour de Jean-Claude décrit par un reporter de Signal FM comme serein. Dans les couloirs et escaliers de l'hôtel, un grand branle-bas médiatico-politico-juridico-policier prend place. Un grand cortège s'est formé devant conduire l'ex-président au Parquet. En somme, s'il est suspect de malversations et de violations des droits humains pourquoi fiston Duvalier n'a-t-il pas été arrêté depuis l'aéroport ? Est-ce qu'il faut soupçonner un machiavélique montage? Jean-Claude Duvalier se prête-t-il peut-être à un scénario qui profite à quelqu'un ? Je ne peux m'empêcher de me laisser aller à ces interrogations.

Jusqu'au moment d'écrire ces lignes, les deux candidats en attente du deuxième tour n'ont encore pipé mot, ils ont la bouche cousue. Pourquoi cette couture buccale ? Ont-ils été prévenus du guignol ? Quel est le rôle de Préval dans cette autre mascarade? Est-il vrai qu'il n'était pas au courant du retour pas mal bizarre de Jean-Claude ? N'est-ce pas pour Jude et lui une manœuvre de diversion pour faire oublier la gargotte électorale ? Est-ce une luciférienne initiative de la part de l'ambassade américaine ? Jean-Claude Duvalier, mal conseillé par les dinosaures proches de son père a-t-il voulu jouer le tout pour le tout ? Le cynique bouledogue Paul Denis a-t-il voulu faire coup double en se lançant aux gras mollets du fiston tout en adressant un message-*pinga* à Aristide ? Je suis assailli de points d'interrogation et ne sais plus non pas à quel saint me vouer mais bien à quel **point** me vouer. Point d'exclamation devant un tel tableau mascaradant ? Point de suspension en attendant le prochain tour de piste des acrobates ?

De façon curieuse, à part une déclaration de Michèle Montas, une intervention de Danielle Magloire et un communiqué du Bureau des Avocats Internationaux et de l'Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti, il n'y a pas eu un fort mouvement de mobilisation publique pour dénoncer les exactions du fiston, de son père, de sa mère et de ses sœurs tous bénis par Washington et le Vatican. Que s'est-il passé ? Où sont passés les intellectuels de l'infâme COLLECTIF NON pour dire OUI au jugement de l'ex-dictateur ? Où sont passés les représentants de la société si vile ? Liliane Pierre-Paul a été victime du régime duvaliériste, n'est-ce pas ? Pourquoi du haut des antennes de sa radio Kiskeya ne prend-elle pas la tête d'un peloton radiophonique dénonciateur ? Que deviennent les bases Fanmi Lavalas ? Que deviennent les groupes populaires qui ont l'habitude des mobilisations de masse à Port-au-Prince ? Je m'essouffle et commence à être à court de points d'interrogations.

Mais pas si vite quand même. A quand la publication des résultats «définitifs» ? A quand le deuxième tour ? Le 7 février n'est pas bien loin. *Kisa Préval pral fè* ? Allez, à la prochaine, et point final.

Leve kanpe kont Paul Loulou Chéry ak Jacques Belzin nan tèt CTH

Nou menm manm Konfederasyon travayè Ayisyen (CTH) nou leve kanpe toutbonvre fwa sa a pou n mete fen ak rèy ekip panzouyis sa yo. Nou menm travayè ak travayèz ki se manm federasyon afilye ak CTH, nou pran lapawòl pou nou fè lopinyon piblik nasyonal ak entènasyonal la konnen nou dekrete lapèmanans toutbonvre, pou n voye ale ekip panzouyis sa yo, Jacques Belzin, Paul Loulou Chéry, Ginette Appollon elatriye ki vann CTH la nan pran pozisyon ak apiye gwo palto nan pouvwa a.

Lè nou konnen wòl yon santral sendikal tankou CTH ki pa t sipoze pran pati pou okenn gwoup politik, nou konstate jounen jodi a, Paul Loulou Chéry, panzouyis byen koni, ki gen kont pou l rann ak lajistis poutèt yon sètifika eskwokri ki sòti nan grèf tribinal sivil Pòtoprens, malgresa li pa wont, li pa jennen pou l ap pale nan non travayè ak travayèz manm CTH yo, kote nan diferan entèvansyon li fè nan laprès, li toujou fè konnen CTH apiye pouvwa René Préval ap dirije a, nan tout aksyon l ap mennen.

Nan kad sa a n ap fè anpil moun konnen sitou nan klas politik la, sosyete sivil la, sektè popilè a, sektè relijye a, Vodouyizan yo, sektè inivèsite a pou yo pa sispann kritike CTH fas ak pozisyon pou enterè, pouvwa ak dyòb Paul Loulou Chéry ap pran ; nou menm manm CTH, nou rele anmwey sekou, nou bouke, nou fatige ak swadizan dirijan sa yo. E fòmèlman nou di lè a rive pou ekip panzouyis sa yo mare pakèt yo e bay CTH la yon chans.



Paul Loulou Chéry


Jacques Belzin, trezorye KEP Préval la

N ap pwofite voye yon mizangad bay Jacques Belzin ki nan tèt CTH e ki se trezorye Kep la, lè yo kouri dèyè l nan KEP, l ap kapab vin dirije CTH ankò, paske atik 16 ak 43 pou bon mach CTH, klè e li di nou tout sa pou nou fè.

Pou bon mach CTH, nou kòmanse nonmen epi enstale kowòdonatè rejyonal yo, nan plizyè Depatman ak rejyon peyi a, tankou ; Nip, Grandans, Lwès, Nòdwès, Baplato santral ak Sidès.

Nou pran desizyon pou nou lage koukourouj dèyè tout magouyè granmanjè, fo dirijan k ap sèvi ak CTH pou mache fè magouy ak entimidasyon nan eleksyon yo nan Okay ak Nò peyi a. Pou fini nou di « Malè avèti pa touye kokobe, men fòk kokobe a pa rebèl. »

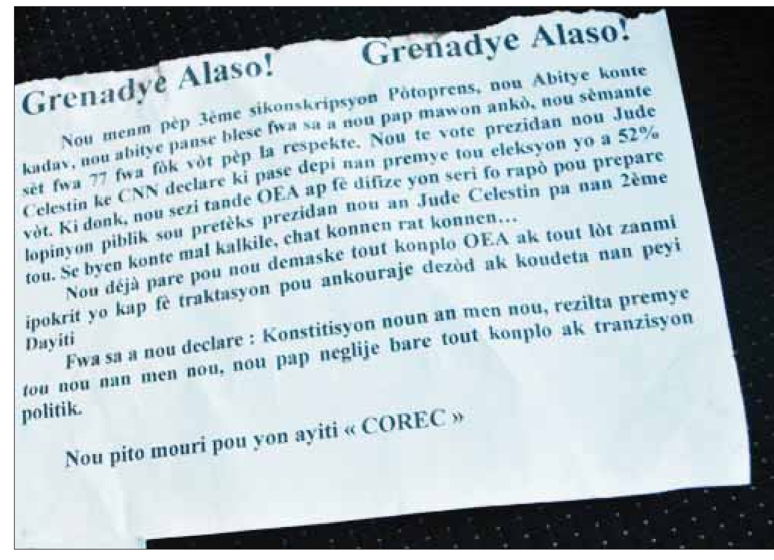
Yves Pierre-Louis2

Arestasyon 13 endividi ame nan Pòtoprens


***Kèk moun ki te nan machin yo,* endividi ame sa yo te tire gwo kout zam nan kapital la, mete barikad anflame, bloke lari yo**


Endividi sa yo ki t ap simen latwoublay nan kapital ayisyen an anfavè kandida Rene Preval la, Jude Celestin sou banyè INITE


Machin sa yo te genyen ladan yo vye kawoutchou pou y al boule, galon gazolin, rach, trak anfavè Jude Celestin, kont OEA. (Foto:Watson Joseph/AH/14 janvye 2011)


Grenadye Alaso! Grenadye Alaso!

Nou menm pèp 3ème sikonskripsyon Pòtoprens, nou Abitye konte kadav, nou abitye panse blese fwa sa a nou pap mawon ankò, nou sèmante sèt fwa 77 fwa fòk vòt pèp la respekte. Nou te vote prezidan nou Jude Celestin ke CNN declare ki pase depi nan premye tou eleksyon yo a 52% vòt. Ki donk, nou sezi tande OEA ap fè difize yon seri fo rapò pou prepare lopinyon piblik sou pretèks prezidan nou an Jude Celestin pa nan 2ème tou. Se byen konte mal kalkile, chat konnen rat konnen…

Nou déjà pare pou nou demaske tout konplo OEA ak tout lòt zanmi ipokrit yo kap fè traktasyon pou ankouraje dezòd ak koudeta nan peyi Dayiti

Fwa sa a nou declare : Konstitisyon noun an men nou, rezilta premye tou nou nan men nou, nou pap neglije bare tout konplo ak tranzisyon politik.

Nou pito mouri pou yon ayiti « COREC »

Men trak ki te lan machin yo

Vandredi 14 Janvye 2001l lan, gran bonè nan maten, lapolis nasyonal Ayiti te arete anflagrandeli 13 endividi ame, pami yo, 3 chofè : Donald Fineau, ki t ap kondui yon machin Nissan Sentra ble, ki pote plak : A A-12172, nan ang Ri Monseyè Guilloux ak ri Cameau, Lesly Casseus, alyas kare II, fondatè yon bann rara, ki rele Nouyòk bann, nan katye Bèlè, li t ap kondui yon pikòp Nissan blan ak yon plak Repiblik Dominiken L : 262252. Li te genyen sou li 109 mil goud an biyè. Usmann Azenor alyas Ti Manno, lapolis te arete l nan Matisan dèyè volan yon machin Teryòs blan ak plak dominiken G : 208817. 3 machin sa yo te genyen ladan yo vye kawoutchou pou y al boule, galon gazolin, rach, trak anfavè Jude Celestin, kont OEA.

Lòt endividi yo pote non : Viegenald Vielot, Eddy Pierre, Schnieder Jean Michel, Muler, Mirable, Wilky Francois, Wilbert Duverneau, Etzer Zamor, Jean Junior Ducarme, Luckner Surpris, Peterson Iverson Couloute e Nicolas Severin alyas Ti Pop.

Endividi ame sa yo te tire gwo kout zam nan kapital la, mete barikad anflame, bloke lari yo, simen panik, tire kout zam ak lapolis. Nan twoke kout zam ak lapolis yonn nan yo te tonbe, li pote non Robenson, yon manm gang Gran-Ravin, endividi sa a te tonbe nan zòn Matisan.

Nan machin endividi ame sa yo te genyen anpil pake trak. Endividi sa yo ki t ap simen latwoublay nan kapital ayisyen an anfavè kandida Rene Preval la, Jude Celestin sou banyè INITE, vandredi 14 Janvye a, yon jou aprè Ekspè OEA yo te renmèt prezidan Prèval rapò evalyasyon maskarad 28 Novanm lan, ki mete Jude Celestin deyò nan kous elektoral la. Touswit aprè arestasyon endividi ame sa yo, gwo chabrak INITE yo te gen tan ap fè demach pou libere endividi sa yo ki t ap simaye panik nan kapital la, tire sou moun ki t ap pase edaprè enfòmasyon yo k ap sikile plizyè moun te pran bal.

Konsènan rapò OEA, sekretè jeneral òganizasyon rejyonal la, Jose Miguel Insulza te rantre Pòtoprens lendi 17 Janvye a, byen move pou vin pase Rene Preval lòd pou respekte rapò a e rapò a deja al jwenn Konsèy elektoral pwovizwa Gaillot Dorsinvil la pou swit nesesè.

Yves Pierre-Louis

Moun ki resevwa TPS kapab jwenn lajan taks yo

Men wout la konplike

Moun ki resevwa yon nimewo sosyal nan pwogram TPS la (Temporary Protective Status) ka gen dwa reklame yon gwo kantite lajan pou ane avan yo lè li pa te genyen papye legal. Gen moun ki ka menm resevwa lajan pou 2 ane menmsi yo pat peye taks ditou. Yo rele sa "Refundable Credits". Nòmalman kredi sa yo te fèt pou ede remèt nan lajan taks yo konn retire sou chèk moun ki pa fè anpil kòb, men kounye a yo sèvi tankou bonis yo bay fanmi k ap redi e ki gen timoun. Aprè yon moun fin jwenn TPS, ak nimewo sosyal la li gen dwa retounen ranpli papye taks pou ane avan yo.

Gen kredi moun konn jwenn plis lajan, se sa yo rele « Additional Child Tax Credit » (ACTC) epi « Earned Income Tax Credit » (EITC). Gen anpil moun k ap fè magouy ak 2 bagay sa yo. Moun ki ranpli taks ak yon nimewo ITIN kapab jwenn jiska $1.000 pou chak timoun avèk ACTC, men pou lòt sa yo rele EIFC a fòk moun nan gen yon nimewo sosyal pou li kalifye pou li. Si moun sa marye, fòk madanm/mari a gen yon bon nimewo sosyal tou pou li kalifye. Se sèlman si timoun nan genyen yon nimewo sosyal paran an ka resevwa lajan pou li. Kivledi, si pitit ou jwenn TPS, fòk ou sonje aplike pou yon papye travay (Employment Authorization) pou li ka resevwa yon nimewo sosyal tou.

Pou ane 2010 la sèlman, yon moun ka resevwa jiska $5,666 ak grenn kredi ki rele EITC a. Gen lòt ka kote yon moun ka menm resevwa $9,000 pou yon sèl ane ak 2 kredi sa yo mete ansanm, plis lajan taks yo te tire sou chèk travay yo pou Federal ak Eta a.

Pou kisa pwogram sa enpòtan pou moun ki jwenn TPS ? Paske moun ki genyen TPS gen dwa retounen al fil pou lajan yo pat ka resevwa anvan yo te gen nimewo sosyal la, apati lane 2007.

E si mwen te deja fil avèk yon ITIN ? Si ou te fil avèk yon ITIN ou resevwa lajan sèlman nan kredi yo rele ACTC a, men kounye a ou gen dwa retounen al fil pou kredi yo rele EITC a tou.

Eske mwen kapab resevwa lajan menmsi mwen pat janm peye taks paske mwen te travay pou tèt mwen oubyen mwen te travay pou kach ? Wi li posib paske ou gen yon nimewo sosyal. Kredi yo rele EITC a gen dwa tèlman yon gwo montan y ap remèt ou li menm lè ou pat peye taks avan. Lè ou t ap fil ak nimewo ITIN nan ou pat gen dwa ak lajan sa a menmsi

Ale nan paj 19

Un an depuis le séisme en Haïti

Par Bill Van Auken

En cette date l'année dernière, un tremblement de terre de magnitude 7,0 dévastait Haïti, causant la mort d'un quart de million de personnes et faisant plus de 300.000 blessés et environ un million et demi de sans-abris.

Un an après cette catastrophe naturelle, les horreurs vécues par la population haïtienne ne sont que pires, des milliers de personnes ayant succombé à une épidémie de choléra et un million de gens ayant été abandonnés dans des campements misérables.

Cette crise qui s'envenime fait ressortir les sources sociales et politiques de la souffrance infligée à la classe ouvrière et aux masses opprimées d'Haïti. La prédominance de telles conditions tout juste à côté des États-Unis, un pays qui possède la plus grande part de la richesse du monde, est un crime d'ampleur historique et mondiale et un réquisitoire contre le système de profit.

Ceux qui connaissent les conditions sur le terrain en Haïti font une description scandaleuse de l'indifférence et de la négligence de l'impérialisme américain et mondial envers le peuple de ce pays. « *Les tas de décombres sont toujours là; la situation désespérée des victimes qui ne semblent pas avoir accès à un abri temporaire acceptable, favorise les conditions pour la propagation du choléra; et la menace de nouvelles épidémies se fait plus sérieuse de jour en jour* », a dit l'ancien premier ministre jamaïcain P.J. Patterson représentant spécial de la communauté caribéenne pour Haïti. « *Bref, le traumatisme et la misère vécus par la population haïtienne n'ont jamais été soulagés.* »

Roland Van Hauwermeiren, directeur d'Oxfam en Haïti, a décrit 2010 comme ayant été « une année d'atermoiements » qui a « *mis la reconstruction d'Haïti en suspens* ». « *Près d'un million de personnes vit encore dans des tentes ou sous des bâches et les centaines de milliers d'autres qui vivent dans les décombres de la ville ne savent toujours pas quand ils pourront rentrer chez eux* », a-t-il ajouté.

Dès presqu'un million de personnes vivant dans des tentes improvisées ou sous des bâches dans les camps surpeuplés de Port-au-Prince, plus de la moitié sont des enfants.

La capitale haïtienne demeure ensevelie sous les décombres. On estime à moins de cinq pour cent la quantité de débris qui ont été ramassés par les travailleurs haïtiens. Ceux-ci s'attaquent au tas de morceaux de béton et de métal tordu avec des pelles ou à mains nues. Il n'y a pas eu de présence significative de machinerie lourde depuis le retrait de l'armée des Etats-Unis, voilà plus de six mois.

Au plus fort de la mobilisation, les États-Unis ont déployé quelque 22.000 soldats de l'armée de terre et de l'air, de marines et de matelots, pour prendre le contrôle unilatéral du principal aéroport et des installations portuaires et stratégiques du pays. La priorité de l'armée américaine était de sécuriser le pays contre la menace d'un soulèvement populaire et de déployer la Garde côtière et une force navale pour empêcher les réfugiés haïtiens d'atteindre les États-Unis.

À ces fins, dans les premières semaines cruciales après le tremblement de terre, au moment où l'aide était le plus nécessaire pour empêcher la perte de vies ou de membres de centaines de milliers de blessés, le Pentagone a détourné à plusieurs reprises des avions transportant de l'aide et du personnel afin de garder les pistes libres pour l'équipement militaire américain.

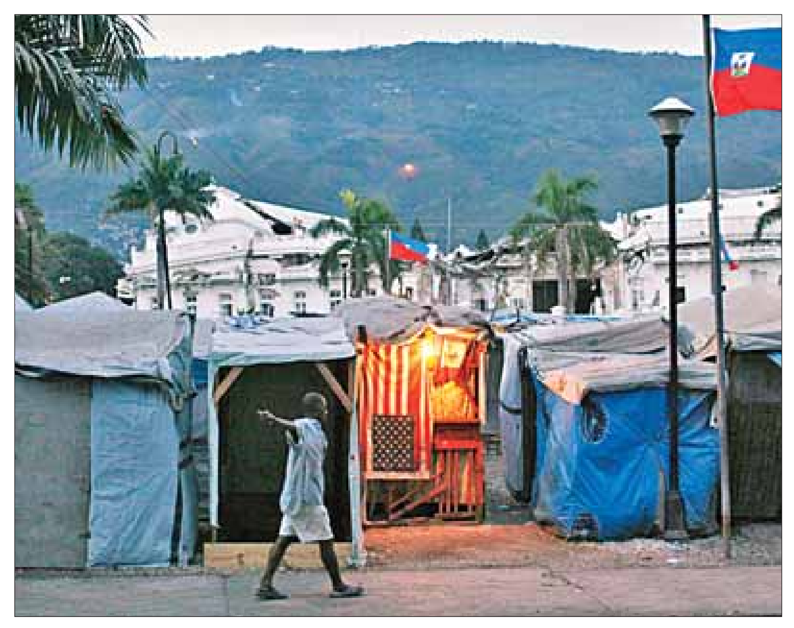
Seulement 11 jours après le séisme, le gouvernement haïtien, soutenu par les Etats-Unis et du président René Préval, avait mis fin à l'opération de recherche et de sauvetage alors que seulement 132 personnes avaient été sorties vivantes des décombres. Si une réaction adéquate avait été organisée, beaucoup plus de gens auraient pu être sauvés. Des décisions ont été prises à Washington, basées non pas sur des considérations humanitaires, mais plutôt sur le calcul insensible des intérêts nationaux et des profits. Sans nul doute, on considérait que le sauvetage d'Haïtiens blessés ne ferait que drainer davantage les ressources.

À l'opposé, la réaction spontanée du peuple américain et du monde a été solidaire des masses haïtiennes souffrantes. Une effusion de soutien sans précédent a abouti à 1,3 milliard de dollars en contributions des États-Unis seulement, la grande majorité de celle-ci venant de travailleurs ordinaires.

Un an plus tard cependant, seulement 38 pour cent de ces fonds ont été dépensés pour aider à la reconstruction d'Haïti, selon un sondage réalisé par le Chronicle of Philanthropy. En Haïti, on soupçonne largement que de grandes sommes d'argent ont été détournées vers les caisses des ONG et des organisations humanitaires.

La réaction des gouvernements est encore pire. Lors d'une conférence des donateurs organisée au mois de mars de l'année dernière, plus de 5,3 milliards avaient été promis. De cette somme, seulement 824 millions de dollars ont été remis. Le pire de tout est la réponse de Washington, qui s'était engagé à remettre 1,15 milliard de dollars pour 2010, pour ensuite annoncer que le paiement de la quasi-totalité de l'engagement allait être différé jusqu'en 2011.

En juillet dernier, l'ancien président américain Bill Clinton, présentement représentant de l'administration Obama à Haïti, envoyé spécial de l'ONU dans le pays et coprésident, avec le premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive, de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), a exprimé sa frustration devant la lenteur des paiements et a promis de faire pression sur les donateurs afin qu'ils tiennent leurs promesses. Apparemment il a eu peu de succès, y compris avec sa propre femme, la secrétaire d'État Hillary Rodham Clinton. Il a clairement indiqué à maintes reprises que la seule voie acceptable pour la reconstruction d'Haïti passe par l'investissement privé et la garantie de conditions rentables, en substance des salaires de misère, pour les banques et les sociétés transnationales américaines.



Un million de personnes vivant dans des tentes improvisées ou sous des bâches dans les camps surpeuplés de Port-au-Prince

En plus de la dévastation causée par le tremblement de terre, une épidémie de choléra s'est déclenchée. Elle a déjà tué 3600 personnes et il est estimé qu'elle va en infecter au moins 400.000. Les experts en santé publique reconnaissent que la propagation de la maladie n'a pas encore culminé, et pourtant ce bilan dévastateur est à peine soulevé dans les médias américains.

L'indifférence de l'administration Obama aux vies haïtiennes a été mise en évidence par la décision de reprendre les déportations vers ce pays : 350 Haïtiens sont en liste pour être renvoyés ce mois-ci. Plusieurs personnes parmi celles-ci étant destinées à être incarcérées dans les prisons haïtiennes, où le choléra sévit, cette action revient à infliger la peine de mort.

L'épidémie n'est pas le produit du séisme, mais plutôt, comme le nombre de morts extraordinairement élevé causées par le tremblement de terre lui-même, la conséquence de la misère noire et de l'arriération résultant de la domination d'Haïti par l'impérialisme et, en particulier, du rôle joué par le gouvernement des Etats-Unis, les banques et les sociétés américaines durant le dernier siècle.

Haïti est de loin le pays le plus pauvre dans l'hémisphère occidental. Même avant le séisme, moins de la moitié de la population urbaine et moins du cinquième de celle vivant dans les zones rurales avaient accès à des installations sanitaires, rendant ainsi le pays vulnérable au choléra. Avant le tremblement de terre, près de trois quarts de la population d'Haïti vivaient avec moins de deux dollars par jour, alors qu'à peine 20 pour cent avaient des emplois dans l'économie officielle et que 86 pour cent des habitants des villes logeaient dans des bidonvilles.

Ces conditions sont inextricablement liées à l'ordre social et politique d'oppression qui a été forgé par l'occupation militaire des Etats-Unis de 1915 à 1934, les 30 années de dictature sauvage de la dynastie des Duvalier soutenue par les Etats-Unis, et le renforcement subséquent des politiques de « libre marché libéral » par Washington et le Fonds monétaire international.

La colère et la frustration grandissantes du peuple haïtien concernant les politiques criminelles de Washington et de la petite élite financière corrompue du pays ont régulièrement pris la forme de résistance de masse dans les derniers mois. D'abord contre les troupes des Nations Unies et la propagation du choléra, et ensuite en réponse aux élections frauduleuses du 28 novembre.

Cette résistance populaire mérite le plein appui des travailleurs aux États-Unis et internationalement. La demande pour une aide immédiate et massive à Haïti doit être mise de l'avant.

Mais aider le peuple d'Haïti en reconstruisant le pays sur la base des besoins humains plutôt que sur la base des intérêts de l'élite du pays et des banques et des entreprises étrangères ne peut être accompli qu'en unissant la classe ouvrière en Haïti, aux États-Unis et à travers l'hémisphère dans une lutte commune pour la transformation socialiste de la société.

Wsws 14 janvier 2011

Haïti sous une autre menace: Kouchner



Bernard Kouchner devrait prochainement être nommé haut représentant de l'ONU pour la reconstruction d'Haïti chargé de coordonner l'aide internationale

Par José Fort

Bernard Kouchner devrait prochainement être nommé haut représentant de l'ONU pour la reconstruction d'Haïti chargé de coordonner l'aide internationale, selon les informations révélées par Europe 1.

L'ancien ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy a fait l'unanimité contre lui au Quai d'Orsay. Il s'est distingué par son effacement total au profit de la cellule diplomatique de l'Elysée. Bernard Kouchner a déjà occupé une fonction pour l'ONU lorsqu'il était haut représentant pour le Kosovo. A cette même époque, les dirigeants de la guérilla kosovare pratiquaient le trafic d'organes humains. Kouchner affirme qu'il n'était pas au courant.

La nomination de Bernard Kouchner, toujours selon Europe 1, confirmerait l'implication personnelle de Nicolas Sarkozy dans la reconversion de son ancien ministre. Le président de la République aurait convaincu le secrétaire général de l'ONU Ban Kid-Moon lors de son récent voyage aux Etats-Unis. Reste à savoir, toujours selon Europe 1, s'il remplacera l'ancien président américain Bill Clinton, chargé par l'ONU de coordonner l'aide internationale, ou s'il coordonnera son action avec ce dernier. L'ancien Médecin sans frontière aura-t-il par ailleurs la même rémunération symbolique que celle de l'ex-président américain, à savoir un dollar par mois ?

Bernard Kouchner était silencieux depuis son débarquement du gouvernement. Certains affirmaient qu'il frisait la dépression. D'autres indiquaient qu'il ne voulait pas interférer dans une affaire d'espionnage interne à France 24 dans laquelle sa femme serait impliquée. Le couple « Thénardier », selon « Le Canard Enchaîné » reprenant une formule attribuée à Nicolas Sarkozy, va faire reparler de lui. Le pauvre peuple haïtien a besoin d'autres choses que de pitres à la dérive.

14 janvier 2011

Soulèvement contre Paul Loulou Chéry et Jacques Belzin à la tête de la CTH





Paul Loulou Chéry et Jacques Belzin à la tête de la CTH

Par Yves Pierre-Louis

Au local du syndicat de l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH), communément appelé l'Hôpital général, le vendredi 14 Janvier 2011, trois responsables, membres des Fédérations affiliées à la Confédération des Travailleurs Haïtiens (CTH) , Hubert Jean, porte-parole de ces Fédérations, Fednel Monchéry et Serge Paul ont fermement dénoncé le comportement arbitraire des dirigeants de CTH, lors d'une conférence de presse. Jacques Belzin, Paul Loulou Chéry et Ginette Appolon ont été accusés par leurs camarades d'être de connivence avec le régime de René Préval au nom de la CTH contre la classe ouvrière.

« Nous, travailleurs et travailleurs qui normes membres des fédérations affiliées à l CTH, prenons la parole pour mettre l'opinion publique nationale et internationale au courant que la permanence a été effectivement décrétée pour révoquer l'équipe putschiste avec sa tête : Jacques Belzin, Paul Loulou Chéry et Ginette Appolon qui ont hypothéqué l'avenir de la CTH, dans leur prise de position et leur appui apporté au gouvernement de Préval/Bellerive.

Sachant le rôle d'une centrale syndicale comme la CTH qui ne devrait pas prendre position pour aucun général de la CTH, Paul Loulou Chéry, dans ses déclarations a ouvertement pris position en faveur du pouvoir en place. De plus il a fait savoir que la CTH appuie le pouvoir de René Préval dans toutes ses actions entrepris. » écrit-on dans le texte de cette conférence de presse.

Les fédérations telles : FEH-COMPTRA, FHPPC, FENASCOM, FENADET, FENATRAPP, FENATRAS, FENATIS, FENATAPA etc. ont tous décliné leur responsabilité dans l'entreprise de Paul Loulou Chéry et Jacques Belzin, l'un des conseillers du CEP décrié par les partis politiques, la population haïtienne et insulté publiquement par les représentant du néocolonialisme.

CTH membre du groupe G13 surnommé des syndicats jaunes participe dans toutes les actions qui contribuent à l'exploitation à outrance de la clase ouvrière. Dans la lutte pour l'augmentation du salaire minimum au cours de l'année 2009 dans la bataille contre la privatisation des entreprises publiques et celle des employés révoqués illégalement dans les entreprises publiques de la Téléco, ONA, APN, SMCRS, elle avait brillée par son absence, mais pour la formation de différentes commission au palais national, du Conseil électoral provisoire (CEP) de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) elle était toujours présente pour comploter contre la classe ouvrière.

Haïti :: L'aide de Cuba et l'aide des USA



Cuba procède autrement. L'accent est mis sur la santé : 1 500 professionnels de la santé sont sur place. 50 000 Haïtiens ont été soignés du choléra

Par Jonathan Lefèvre

La situation est toujours catastrophique un an après le tremblement de terre du 12 janvier qui a fait 230 000 morts et 1,5 million de sans-abris. L'aide promise pour la reconstruction n'est, pour une bonne partie, toujours pas là. Mais les Cubains, oui.

Dans son bilan post-séisme, Oxfam international pointe la responsabilité de la communauté internationale : « les pays donateurs sont plus occupés à porter en avant leurs programmes partiels d'action humanitaire au lieu de promouvoir un plan global articulé ». L'ONG déplore aussi que sur toute l'aide promise de l'extérieur, seuls 42 % des fonds aient été débloqués.

Mais tous les pays ne procèdent pas de la même façon concernant l'aide aux Haïtiens. L'exemple le plus frappant de cette disparité est deux proches voisins de l'île : les États-Unis et Cuba.

Depuis le 12 janvier 2010, les États-Unis ont passé 1 583 contrats avec des sociétés privées pour la reconstruction du pays. Seuls 20 de ces contrats (qui représentent, au total, 267 millions de dollars) sont allés à des entreprises haïtiennes. Et si 829 millions d'euros ont été dépensés par les Américains, la partie de l'aide la plus importante n'est pas arrivée. Alors que le versement de 1,5 milliard de dollars avait été promis par l'imposant voisin pour la reconstruction, l'aide est bloquée et personne ne sait si elle arrivera un jour.

Tentative américaine d'entraver l'aide médicale cubaine

Dans un câble de WikiLeaks (daté du 29 novembre 2009 et disponible sur www.mediahacker.org), un diplomate américain est clair : « Nous devons continuer de trouver des moyens créatifs pour travailler avec lui (René Préval, président haïtien, NdlR), pour l'influencer. » La priorité n'est donc pas d'aider un pays, mais de continuer de le garder sous notre influence.

Cuba procède autrement. L'accent est mis sur la santé : 1 500 professionnels de la santé sont sur place. 50 000 Haïtiens ont été soignés du choléra (le dernier chiffre officiel du ministère haïtien de la Santé porte à 3651 personnes mortes de cette épidémie). Les médecins cubains traitent 40 % des Haïtiens porteurs de la maladie, et le taux de mortalité dans les centres gérés par les Cubains est de 0,83 % (alors que la moyenne est de 3,2 %). L'aide à long terme est aussi présente : plus de 500 médecins haïtiens ont été formés à Cuba.

Les États-Unis sont conscients de leur retard face à leur voisin. Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, a dévoilé deux télégrammes publiés sur WikiLeaks et qui révèlent que Washington a tenté d'entraver l'envoi de médecins cubains à l'étranger (1).

Pays toujours en ruine, épidémie de choléra, troubles politiques, pas sûr que les Haïtiens passeront une bonne année 2011

Notes

1. Junge Welt, 6 décembre 2010

PTB 11 janvier 20113

AVIS

Dans la nuit du dimanche 26 Décembre 2010, des individus lourdement armés ont fait irruption au domicile de Nordelus Clobert, identifié sur sa carte dÕIdentification Nationale au No.005-567-315-7 ˆ la ruelle TortugÕAir Port-de-Paix.

Les bandits, lors de leur forfait au domicile de ce jeune entrepreneur originaire de Jean Rabel, ont vandalisé entièrement sa maison, emporté et brisé tout ce qui se trouvait sur leur passage. Deux projectiles ont été trouvés ˆ lÕintérieur de la maison. Appert procès-verbal de constat, dressé par le Juge de Paix Suppléant Dumafène Maxime, assisté de son greffier Dorelien Saintil. Nordelus Colbert lance un vibrant appel ˆ la Police, auxiliaire de la justice, aux fins de mettre la main au collet de ces malfrats et dénonce toute éventuelle utilisation malveillante, que ces bandits pourraient faire de ses documents emportés lors de cette tentative dÕassassinat soldée par lÕescalade de son domicile.

Nordelus Colbert

A Class Analysis of Baby Doc:

Mothballed Playboy Dictator Recalled to Service

By Kim Ives

The big question Haitians are asking is: who is behind Jean-Claude “Baby Doc” Duvalier’s surprise arrival in Haiti with an expired Haitian passport on Jan. 16 aboard an Air France flight from Paris? “*I have come here to see how I can help my country,*” he announced, stepping off the plane.

Yeah, right. It is inconceivable that Baby Doc, 59, would return to the country where there are outstanding criminal proceedings against him without knowing that some powerful foreigners have his back.



Jean-Claude “Baby Doc” Duvalier on his return to Haiti

With dozens of Haitian SWAT team police outside and a helicopter hovering overhead, Haitian government prosecutor Aristidas Auguste and investigating magistrate Gabriel Ambroise met for about an hour with Duvalier in his suite at the posh Hotel Karibe in Pétionville on Jan. 18 and then took him unhandcuffed to their offices downtown for more questioning, before allowing him to return to his hotel. Ambroise will now weigh the evidence, which sources say is solid and massive, that Duvalier, his former wife Michelle Bennett, and other cronies embezzled over $300 million (and by some counts almost triple that) during the course of his rule from 1971 to 1986. However, Judge Ambroise's ruminations might take as long as three months, which lends the whole episode an air of "*grimas*,*"* as they say in Kreyòl, a face-saving show. Duvalier should have been arrested immediately at the airport, most Haitians say. Instead, he was escorted by Haitian police and United Nations occupation troops to his hotel.

“*Usually in Haiti a thief gets unceremoniously dumped into a pickup and carted off to a stinking cell to await trial in a few years or never,*” quipped author and journalist Amy Wilentz on Twitter. Duvalier will await his improbable indictment dining on grilled conch at the Karibe.

But back to the question of who is behind him. Time Magazine reports that “*sources close to Duvalier told reporters Sunday that he’d entered Haiti on a diplomatic passport.*” It is almost certain that any such passport (which has now mysteriously disappeared) would have had to come from either the U.S. or France, the two nations which helped prop up his regime with economic and military aid. The U.S. also flew Duvalier out of Haiti on Feb. 7, 1986 on a C-130 loaded with his sports cars and motorcycles and his wife’s furs, while France has hosted his golden exile and protected him from prosecution ever since.

Duvalier’s lawyer is Gervais Charles, the head of the Haitian Bar Association. He makes the dubious claim that the files pertaining to the charges against Duvalier were all destroyed in the earthquake and that, anyway, the statute of limitations on the embezzlement proceedings, undertaken by several governments against Duvalier since 1986, has run out.

But Brian Concannon of the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH) says this is unlikely. “*The statute of limitation on these financial crimes is something like five years after the last instance of investigation by a judge into the case,*” he said, noting that “*a July 3, 2009 order from the First Court of Public Law of the Federal Court of Switzerland said the Haitian government had informed it of criminal proceedings against Duvalier as late as June 2008.*”

On Jan. 17, the IJDH along with the International Lawyers Office (BAI) in Port-au-Prince issued a statement urging the Haitian government “*to comply with Haitian law*” by arresting Duvalier for embezzlement on the basis of rulings and investigations in both Haiti and the U.S..

The statement also pointed to “*Duvalier’s human rights violations, including the torture and disappearances of political dissidents at the Fort Dimanche prison and other crimes committed by organizations under his control, including the Armed Forces of Haiti and the Volunteers for National Security (Tontons Macoutes). Mr. Duvalier is not protected against prosecution by any statutes of limitations*” for these violations because they are “*crimes against humanity, which are imprescriptible under international law.*”

Meanwhile, former political prisoners like youth sports trainer Bobby Duval and journalist Michelle Montas expressed their outrage that Duvalier was in Haiti without being immediately arrested and vowed prosecution.

The standard storyline being repeated today is that Baby Doc inherited François "Papa Doc" Duvalier's repressive dictatorship in 1971 and continued it until the Haitian people rose up and chased him out of the country 15 years later.

History is, of course, a good deal more complicated than that, and between the elder and younger Duvalier regimes there are important differences, an analysis of which can help us decipher, or at least make an educated guess about, what lies behind Duvalier’s sudden return.

Throughout most of its 207 years, Haiti has had two ruling classes: the *grandon*, Haiti's big landowning class, and the comprador bourgeoisie, an import-export merchant class based in the coastal cities, primarily the capital, Port-au-Prince. These two ruling groups carried out a bitter rivalry for political power in the capital, control of which gave one an upper hand over the other. This rivalry explains why Haiti's history is checkered with at least 32 coups d'état. The *grandon* often organized rural militias which would run bourgeois presidents out of the capital, and the bourgeoisie often ousted *grandon* presidents with the standing city-based Army.

Papa Doc, a former country doctor who came to power in a military sponsored election in 1957, was a classic representative of the *grandon*, who extract surplus value from peasants through a form of semi-feudal share-cropping called the two-halves system or *dè mwatye*. The arch-reactionary *grandon* were often hostile to encroaching foreign capitalists, who sought to turn peasant sharecroppers into starvation-wage-earning workers. This put Papa Doc at odds with Washington officials, but they needed him as a bulwark against the spread of communism from revolutionary Cuba, only 60 miles west across the strategic Windward Channel.

To offset the bourgeoisie's and Washington's influence over the Haitian Army, François Duvalier, a student of Machiavelli, established his own militia, the infamous Tonton Macoutes. Their reign of terror and violence is legendary, immortalized in Graham Greene's novel *The Comedians* and Bernard Diederich's and Al Burt's exposé *Papa Doc: The Truth about Haiti Today*.

The elder Duvalier used the Macoutes to beat back several Washington-sponsored (and ratted on) invasions during the Kennedy and Johnson administrations. But there was a sea-change in 1969 when Papa Doc received President Nixon’s envoy, Nelson Rockefeller. Shortly afterward, cheap labor U.S. assembly factories began setting up in Haiti.

When Papa Doc died of natural causes in 1971, he passed the title of “President for Life” (won in a 1964 referendum that some 2.8 million people voted for and only 3,234 against) to then 19-year-old Baby Doc, and the sweat-shop sector began to take-off.

Jean-Claude had gone to Haiti's finest schools with the bourgeoisie's children, developing a taste for fancy women and fast cars. He began to offer a "reformed" Duvalierism, called "Jean-Claudism," in response to the Carter administration's call for "human rights" in Latin America. Carter's crusade was actually the beginning of a U.S. policy shift away from strong-arm and corrupt dictators like Duvalier to façade democracies which were backed by so-called multinational peace-keeping forces.

The push to reform the Duvalier dictatorship did not stop with Reagan's election in 1980 as the old guard Duvalierists had hoped. Jean-Claude did crack down on journalists that year, exiling many of them. He also married archetypal bourgeois princess Michelle Bennett. That marriage begat an ugly new offspring, a kind of Macoutized bourgeoisie, which would become more familiar to the world during the 1991 and 2004 coups d'état against President Jean-Bertrand Aristide.

Washington became peeved as Jean-Claude and his crew skimmed off millions of aid dollars into Swiss bank accounts, money that was supposed to build a better roads, water systems and electrical networks to serve expanding U.S. sweatshops and other foreign investments. Even the Pope visited Haiti in 1983 and warned that “*Things must change here.*”

Finally, in 1986, the U.S. decided to give Jean-Claude the boot, fully expecting they could easily install a puppet in post-Duvalier elections.

Among the democratic activists fighting for that change a quarter century ago was René Préval, now Haiti's president. Like activist businessman Antoine Izméry and radio journalist Jean Dominique, Préval came from Haiti's "*enlightened bourgeoisie,*" which was inspired by the anti-imperialist struggles of the 1960s and 1970s and dreamed of a democratic Haiti. Préval along with Izméry were the two who pushed Aristide , a former parish priest, into the electoral ring for president in 1990 against the neo-liberal U.S.-backed candidate, former World Bank economist Marc Bazin.

Six years later, Préval himself was Haiti's president, thanks to Aristide's long coattails. But over the past 16 years, he has compromised repeatedly with the U.S. empire he once vowed to fight, bowing to their demands that Haiti privatize its state enterprises, lower its tariff walls, and allow U.S. military aircraft and vessels to enter Haitian airspace and waters any time they please.

Préval has gradually been turned into a Washington's patsy, often happily but sometimes grudgingly, doing its bidding. Until now.

Washington and Préval are presently at loggerheads over the disastrous Nov. 28 elections, which Haiti's Provisional Electoral Council claims should go to a second round between neo-Duvalierist former First Lady Mirlande Manigat, who supposedly came in first, and Jude Célestin, the candidate of Préval's party Unity.

But the Organization of American States (OAS), acting on Washington's behalf, has issued a report that orders Préval to change the second-place candidate to neo-Duvalierist former *konpa* musician Michel “Sweet Mickey” Martelly. “*There is nothing to negotiate in the [OAS] report,*" said US ambassador to Haiti Kenneth Merten. But Préval is resisting. And this is where Duvalier, his old nemesis, comes in.

Manigat and Martelly are essentially the old and young faces of resurgent Duvalierism, of which Baby Doc is the living symbol. Célestin is not that much different; he was, after all, escorted to enlist as candidate by Rony Gilot, an infamous Duvalierist crony who is today escorting Baby Doc around Haiti. But Célestin is suspect because "*sources in the American government know that Préval recently sought $25 million from [Venezuelan president Hugo] Chávez to bankroll [Célestin's] runoff campaign,*" complained Roger Noriega, who as President George W. Bush’s Assistant Secretary of State for Western Hemisphere

Affairs, was an architect of the 2004 coup against Aristide.

Also among the former dictator’s escorts is Jodel Chamblain, the former No. 2 of the death-squad FRAPH during the first coup against Aristide and a leader of the “rebels” who terrorized Northern and Central Haiti during the second coup against Aristide.

So we have come full circle. For the first time in 20 years, the bourgeois-*grandon* alliance, along with the U.S. and France, have a chance to install one of their preferred puppets through an election, however patently bogus, rather than a coup. This is likely why Duvalier is now in Haiti.

Par Y . Mérabet*

LA STRATÉGI
DES ETATS-
CONTRÔLER LE
ÉNERGÉTIQUE


Des forces US positionnées en Europe et en Asie orientale

Le nouveau siècle américain

Les meneurs d'opinion aux USA, dans la décennie qui a immédiatement suivi l'effondrement de l'Union soviétique, se plaisaient à décrier l'absence d'une stratégie d'envergure comparable à ce que George Kennan avait appelé endiguement, limitation de l'expansion de l'ennemi, terme réfléchi pour qualifier l'encerclement de l'Union soviétique pendant la Guerre froide. La question clé, telle qu'elle fut posée en novembre 2000 par Richard Haas, (analyste américain en sécurité nationale), était de déterminer la manière dont les USA allaient utiliser leur 'superpuissance' économique et militaire pour remodeler le monde par la sauvagerie. La phrase arrogante de Hass, lui ayant valu sans aucun doute d'être immédiatement embauché comme directeur de la planification politique au Département d'État sous Colin Powell, était qu'il fallait promouvoir une stratégie d'une « Amérique impériale » visant à assurer une domination mondiale des USA pour les décennies à venir. Quelques mois auparavant, une stratégie d'envergure très similaire, mais plus ouvertement militariste, avait été présentée par le Projet pour le Nouveau Siècle Américain, dans un rapport écrit par les futures figures de pointe de l'ex-administration Bush.

La nouvelle grande stratégie impériale divulguée pour la première fois par le fameux rapport de Richard Cheney en 2000*, s'est confirmée, suite aux attaques du 11 septembre 2001, avec l'invasion US de l'Afghanistan, de l'Irak militairement. Mais **l'excelle** de cette partie a été consacrée officiellement dans la déclaration de la Maison blanche sur la Stratégie de sécurité nationale de 2002.

Résumant cette nouvelle poussée impériale, Stephen Peter Rosen, directeur de l'Olin Institute for Strategic Studies à Harvard et membre fondateur du Projet pour le Nouveau Siècle Américain, écrivait dans Harvard Magazine : « Une entité politique qui a une supériorité militaire écrasante et utilise cette puissance pour influencer le comportement interne d'autres États, cela s'appelle un Empire. Comme les USA ne cherchent pas à contrôler les territoires ou à gouverner les citoyens outre-mer de l'Empire, nous sommes un empire indirect, certes, mais nous n'en restons pas moins un empire. Si cela est vrai, notre but n'est pas de combattre un adversaire, mais de maintenir notre position impériale et de maintenir un ordre impérial. Planifier des guerres impériales est différent de la planification de guerres conventionnelles internationales… Les guerres impériales pour restaurer l'ordre ne sont pas autant contraintes [par des considérations sur la dissuasion]. Une quantité maximale de force peut et doit être utilisée aussi vite que possible pour obtenir un impact psychologique – pour démontrer que l'empire ne peut être défié impunément…La stratégie impériale se concentre sur la prévention de l'émergence de challengers puissants et hostiles à l'Empire : par la guerre si nécessaire, mais si possible par l'assimilation impériale. »

Les objectifs de la stratégie US

Les objectifs stratégiques US ont peut-être été exposés le plus clairement par Robert J.

Chercheur associé à l'Olin Institute (USA), ou nous devons retenir six «intérêts nationaux principaux » par ordre d'importance :

1° - Prévenir une attaque sur le sol us américain;

2° - Prévenir des guerres eurasiatiques entre grandes puissances et, si possible, les compétitions intenses en matière de sécurité qui les rendent probables ;

3° -Préserver l'accès à des réserves de pétrole à des prix raisonnables et de manière sûre;

4° - Préserver un ordre économique international ouvert;

5° - Promouvoir la diffusion de la démocratie et le respect des droits humains à l'étranger et prévenir les génocides ou les massacres dans les guerres civiles;

6° - Protéger l'environnement mondial, en particulier contre les effets néfastes du réchauffement global et d'un changement climatique grave ;

Après la défense nationale au sens propre, c'est-à-dire la défense de la "patrie" contre des attaques extérieures, les trois autres grandes priorités stratégiques sont donc:

(1) l'objectif géopolitique traditionnel d'hégémonie sur le continent eurasiatique vue comme la clé de la puissance;

(2) assurer le contrôle des réserves pétrolières mondiales;

(3) promouvoir des relations économiques capitalistes au plan mondial;

Pour atteindre ces objectifs, les États-Unis sont obligés de "maintenir des forces positionnées" en Europe et en Asie orientale (les deux parties de l'Eurasie avec les plus hautes concentrations de puissance) et dans le Golfe arabo-persique (où se trouve le plus gros des réserves pétrolières). L'Eurasie abrite la plus grande partie de la population du monde, de ses réserves avérées de pétrole, de sa puissance militaire ainsi qu'une grande part de sa croissance économique. C'est pourquoi il est crucial que la grande stratégie US dans cette région vise à renforcer l'hégémonie dans la région, à commencer par les régions pétrolières clé du sud de l'Asie centrale : l'Iran et la Russie.

Alors que la guerre et l'occupation s'enlisent en Afghanistan et en Irak sans issue, Washington a procédé à une escalade des menaces d'attaque "préventive" contre le voisin le plus puissant de ces pays, l'Iran. La justification principale donnée à cela et le programme iranien d'enrichissement de l'uranium, qui pourrait éventuellement permettre à l'Iran de développer des armes nucléaires dont [la capacité] d'acquérir un pouvoir dissuasif sur une région riche en énergie, dominée par les américains. Mais il existe d'autres raisons à l'intérêt des USA pour l'Iran. Comme l'Irak avant lui, l'Iran est une puissance pétrolière de premier rang, disposant maintenant des plus grandes réserves avérées après l'Arabie saoudite et avant l'Irak. Le contrôle de l'Iran est crucial dans le projet US de domination du Golfe arabo-persique et de son pétrole.

L'importance géopolitique de l'Iran va en outre au-delà du Moyen-Orient. Il est une pièce clé (tout comme l'Afghanistan) dans le nouveau grand jeu pour le contrôle du sud de l'Asie centrale, y compris du bassin de la Mer caspienne avec ses énormes réserves d'hydrocarbures. Les planificateurs stratégiques US sont obsédés par la crainte que se constitue un bloc formé par la Russie, la Chine, l'Iran et les pays d'Asie centrale (avec éventuellement le Japon), qui pourraient se rassembler économiquement et passer des accords dans le domaine énergétique. Ce bloc pourrait briser la mainmise US et occidentale sur le marché mondial du pétrole et du gaz et créer la base pour un changement de pouvoir en faveur de l'Orient. Actuellement, la Chine, dont l'économie connaît la croissance la plus rapide du monde, manque de sécurité énergétique, même si sa demande en énergie fossile est en croissance rapide. Elle est en train d'essayer de résoudre partiellement ce problème en augmentant son approvisionnement énergétique à partir de l'Iran et des pays d'Asie centrale. Les tentatives US récentes d'établir une alliance plus forte avec l'Inde, dont Washington a favorisé l'accès au statut de puissance nucléaire, font clairement partie du nouveau grand jeu pour le contrôle du sud de l'Asie centrale.



La base de Djibouti permet aux USA de dominer l'extrémité orientale de la vaste bande pétrolière, traversant l'Afrique


Une entité politique qui a une supériorité militaire écrasante et utilise cette puis
Emp

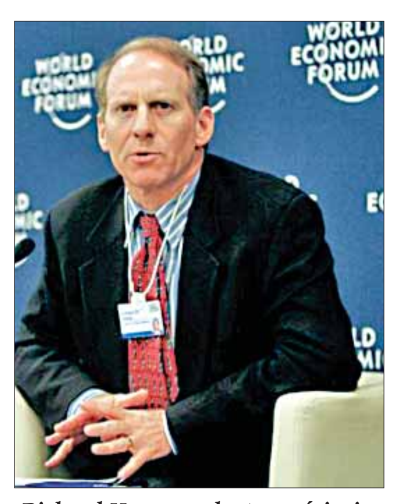
La course à l'Afrique commence

Une nouvelle "Course à l'Afrique" de la part des grandes puissances, déclarait que le combat contre le terrorisme mondial et la nécessité d'assurer la sécurité énergétique des USA et de ses alliés européens requéraient des USA qu'ils augmentent leur engagement en Afrique et attirent certains États africains à se coaliser volontairement pour établir des arrangements sécuritaires sur ce continent.

Peu après, le Commandement US d'Europe, basé à Stuttgart, en Allemagne et chargé des opérations militaires U.S. en Afrique subsaharienne a augmenté ses activités militaires en Afrique de l'Ouest, se centrant sur les pays ayant d'importantes productions ou réserves de pétrole dans ou autour du Golfe de Guinée (en gros de la Côte d'Ivoire à l'Angola). Le Commandement militaire US pour l'Europe consacre maintenant 70% de son temps aux affaires africaines.

À la fin de la décennie, l'Afrique subsaharienne est susceptible de devenir une source d'importations énergétiques US aussi importante que le Moyen-Orient, elle l'est aujourd'hui pour la France qui en dépende à 80%. L'Afrique de l'Ouest dispose de quelques 60 milliards de barils de réserves pétrolières avérées. Son pétrole, à faible teneur en soufre, est un brut doux fort apprécié par l'économie US, mais ceci n'est plus un critère, c'est qu'il y'a une réelle pénurie mondiale de pétrole (livre de Y. Mérabet ' la fin de l'âge d'or et Peak Oil'. Les experts mondiaux prévoient qu'un baril de pétrole sur cinq entrant dans le circuit économique mondial dans la deuxième moitié de cette décennie viendra du Golfe de Guinée et que la part provenant du Golfe de Guinée dans les importations US passera de 15 à 20 % en 2010 et à 25% en 2015. Le Nigeria fournit déjà 10% du pétrole importé par les USA. L'Angola en fournit 4% et sa part devrait doubler d'ici la fin de la décennie. La découverte de nouvelles réserves et l'expansion de la production pétrolière sont en train de faire d'autres pays de la région des exportateurs importants de pétrole, notamment la Guinée équatoriale, São Tomé et Principe, le Gabon, le Cameroun et le Tchad. La Mauritanie est en cours de devenir un exportateur de pétrole. Le Soudan, limité par la Mer rouge à l'Est et le Tchad à l'Ouest, sont d'importants producteurs de pétrole.

Donc, l'instauration de foyers terroristes dans ces États est


Richard Haas, analyste américain en sécurité nationale

E IMPÉRIALE -UNIS POUR ES RESSOURCES ES MONDIALES



...ssance pour influencer le comportement interne d'autres États, cela s'appelle un ...pire.

impérative pour s'accaparer facilement de leurs ressources énergétiques, une complémentarité de la culture impériale.

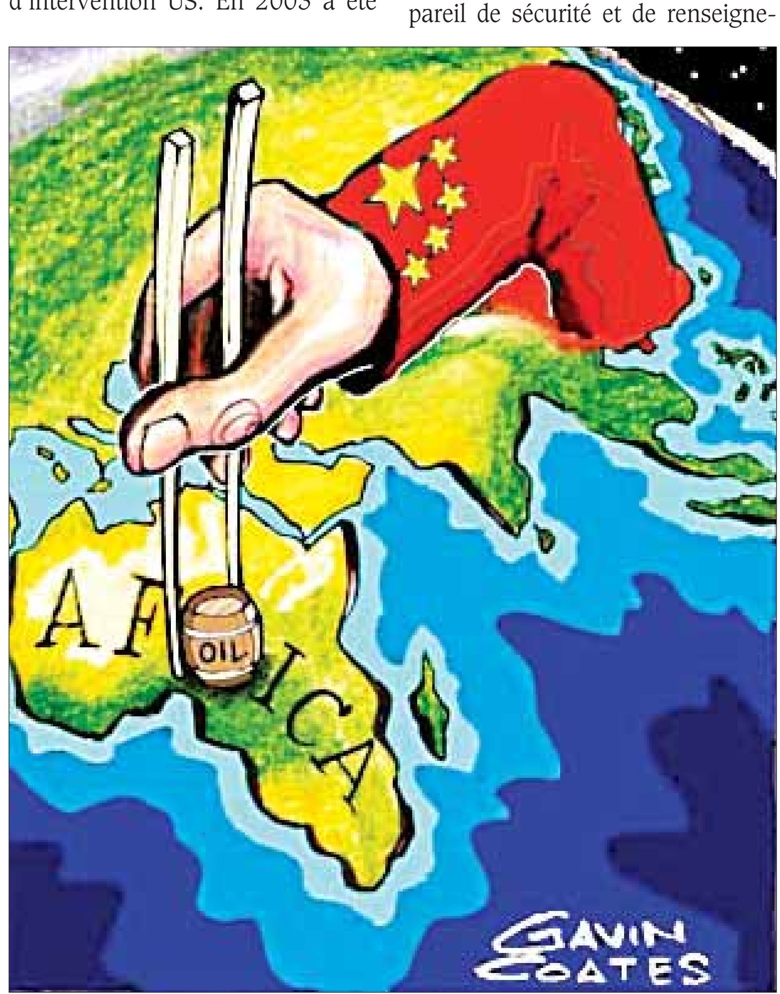
À l'heure actuelle, la principale base militaire permanente US en Afrique est celle établie à Djibouti, dans la Corne de l'Afrique, qui permet aux USA le contrôle stratégique de la route maritime qu'emprunte un quart de la production pétrolière mondiale, utilisant comme prétexte la lutte contre la 'piraterie maritime'. La base de Djibouti est aussi à proximité du pipeline soudanais (les militaires français ont depuis longtemps une présence militaire importante à Djibouti ainsi qu'une base aérienne à Abéché, au Tchad, près de la frontière soudanaise). La base de Djibouti permet aux USA de dominer l'extrémité orientale de la vaste bande pétrolière, traversant l'Afrique, qui est désormais considérée comme vitale pour leurs intérêts stratégiques, une vaste bande allant du pipeline Higleig-Port Soudan (1600 km) dans le sud-est au pipeline Tchad-Cameroun (1000 km) et au Golfe de Guinée dans l'Ouest. Un nouveau poste d'opérations avancées en Ouganda donne aux USA la possibilité de contrôler le sud-Soudan, où se trouve la plus grosse patrie du pétrole soudanais.

En Afrique de l'Ouest, le Commandement militaire US pour l'Europe a désormais établi des postes d'opérations avancées au Sénégal, au Mali, au Ghana et au Gabon ainsi qu'en Namibie, à la frontière avec l'Angola, au Sud qui impliquent l'amélioration de pistes aériennes, le stockage de réserves essentielles de carburant ainsi que des accords (avec les gouvernements locaux) permettant le déploiement rapide de troupes d'intervention US. En 2003 a été lancé un programme de contre-terrorisme en Afrique de l'Ouest et en mars 2004, des Forces spéciales US ont été directement engagées dans une opération militaire avec des pays du Sahel contre le groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) financé en partie par la France via sur la marge de bénéfice des mines d'uranium du Niger. Cet incident à causé des irritations entre les deux gouvernements d'une même coalition.

Le Commandement US pour l'Europe a déjà développé un programme de sécurité côtière dans le Golfe de Guinée. Quant à Israël avec ses trois sous-marins nucléaires de type 'Dolphin' de construction allemande, équipés de 21 missiles à tête nucléaire, elle assure la sécurité de la Méditerranée et surveille les ports de la rive Sud du bassin méditerranéen. Les canons suivent le commerce : les grandes entreprises pétrolières US et occidentales sont prises dans une course au pétrole ouest-africain et réclament de la sécurité. Dans cette course économique aux ressources pétrolières africaines, les anciennes puissances coloniales, la Grande-Bretagne et la France, sont en compétition avec les USA et ne ménagent aucun effort pour 'sponsoriser' les groupes terroristes (Al-Qaida, AQMI, groupes touaregs et autres sous le signe d'un faux Ben-Laden). Sur le plan militaire, la France et la Grande Bretagne collaborent étroitement avec les USA pour assurer le contrôle impérial occidental sur la région.

L'escalade de la présence militaire US en Afrique est fréquemment justifiée par la nécessité de combattre le terrorisme, afin de contrer une instabilité croissante dans la région pétrolière de l'Afrique subsaharienne. Depuis 2003 le Soudan a été ravagé par une guerre civile et un conflit ethnique concentrés dans la région du Darfour, au sud-ouest (où se trouve une grande partie du pétrole soudanais), qui ont donné lieu à d'innombrables violations des droits humains et des massacres par des milices manipulés par des puissances étrangères.

Des tentatives de coups d'État ont eu lieu dans les nouveaux pétro-États de São Tomé et Principe (2003) et de Guinée équatoriale (2004). Le Tchad, dirigé par un régime oppressif protégé par un appareil de sécurité et de renseignements appuyé par les USA, a aussi vécu une tentative de coup d'État en 2004. Un coup d'État réussi a eu lieu en 2005 en Mauritanie contre l'homme fort soutenu par les USA Maaouiya Ould Taya. En Angola, la guerre civile a duré trois décennies provoquée et alimentée par les USA, qui, avec l'Afrique du sud, ont organisé l'armée terroriste dirigée par l'UNITA de Jonas Savimbi – jusqu'au cessez-le-feu qui a suivi la mort de Savimbi en 2002.



La Chine a altéré le contexte stratégique en Afrique. La Chine importe plus d'un quart de son pétrole d'Afrique, en premier lieu d'Angola, du Soudan et du Congo.



L'Empire US s'est élargi à des parties de l'Afrique dans sa recherche rapace de pétrole.

Au Nigeria, pays hégémonique dans la région, règnent la corruption, les révoltes et le vol organisé de pétrole, avec des parts considérables de la production pétrolière du delta du Niger. L'apparition d'une insurrection armée téléguidée par la France dans le delta du Niger et le conflit potentiel entre le Nord musulman et Sud non musulman sont des sources majeures d'inquiétude US, l'idée que les militaires US pourraient être amenés avant longtemps à intervenir au Nigeria est fortement agitée parmi les sommités et dans les cercles d'experts.

Et la poursuite de la déstabilisation de cet État par les USA, la France et l'Angleterre ou son passage sous la coupe de forces islamiques radicales a mis en danger les importantes réserves pétrolières que l'Amérique a jurées de protéger ; ce jour viendra si la guerre Irano-occidentale serait perdue, car l'Iran possède la deuxième réserve pétrolière (sinon le premier) dans la région du Moyen-Orient, après l'Arabie saoudite qui a déjà atteint son 'Peak Oil'.

Le Nigeria est devenu «le plus grand État faillite sur terre », et qu'une poursuite de la déstabilisation de cet État ou son passage sous la coupe de forces islamiques radicales mettrait en danger les importantes réserves pétrolières que l'Amérique a jurées de protéger. Si ce jour devait arriver, cela donnerait le signal d'une intervention militaire bien plus massive que la campagne d'Irak.

Mais les adeptes de la grande stratégie US s'accordent à penser que les vrais enjeux ne sont pas les pays africains en soi et le bien-être de leurs populations, mais le pétrole et la présence croissante de la Chine en Afrique. La Chine a fait de l'Afrique une ligne de front dans sa recherche d'une plus grande influence mondiale, verrouillant les ressources énergétiques, concluant des accords commerciaux avec des régimes comme celui du Soudan et éduquant les futures élites africaines dans les universités et écoles militaires chinoises. La Chine a altéré le contexte stratégique en Afrique. À travers toute l'Afrique, aujourd'hui, la Chine est en train d'acquérir le contrôle sur des ressources naturelles, éliminant les fournisseurs occidentaux des principaux projets de construction d'infrastructures et fournissant des prêts à bas taux et autres stimulants pour améliorer son avantage dans la compétition. La Chine importe plus d'un quart de son pétrole d'Afrique, en premier lieu d'Angola, du Soudan et du Congo. Elle est le premier investisseur étranger au Soudan. Elle a fourni au Nigeria d'importantes subventions pour augmenter son influence et lui a vendu des avions de chasse.

Pour le Conseil pour les relations étrangères, tout cela ne fait qu'aggraver la menace qui pèse sur le contrôle impérialiste occidental de l'Afrique. Vu le rôle de la Chine, les USA et l'Europe ne peuvent pas considérer l'Afrique comme leur chasse gardée, comme les Français voyaient autrefois l'Afrique francophone. Les règles sont en train de changer dans la mesure où la Chine cherche non seulement à accéder aux ressources, mais aussi à contrôler la production et la distribution de ressources, et peut-être même à



NEPAD: Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

se positionner pour obtenir un accès prioritaire à ces ressources, qui deviennent plus rares.La rapport du Conseil sur l'Afrique est tellement soucieux de combattre la Chine par le biais de l'expansion militaire US dans la région qu'il fait appel à nul autre que Chester Crocker, ancien secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines de l'administration Reagan, qui exprime sa «*nostalgie mélancolique pour l'époque où les USA où l'Occident étaient les seuls puissances influentes et pouvaient poursuivre leurs... objectifs avec les mains libres.*»

Conclusion:

Ce qui est certain, c'est que l'Empire US s'est élargi à des parties de l'Afrique dans sa recherche rapace de pétrole. Il pourrait en résulter des ravages pour les peuples africains. Comme la vieille course à l'Afrique, cette nouvelle course est une lutte entre grandes puissances pour les richesses et le pillage, pas pour le développement de l'Afrique ou le bien-être de ses populations.

C'est quoi le NEPAD** dans tout ça?

***Y. Mérabet** Expert en énergie et Journaliste indépendant (Asfir)

Ndlr. ** (NEPAD): Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

Algerian Society For International Relations 15 août 2010

Cuba : Un demi-siècle de Solidarité

Par Ricardo Alarcon de Quesada

Paroles prononcées à l'occasion du 50ème Anniversaire de l'Institut Cubain d'Amitié avec les Peuples (L'ICAP)

La Havane, 28 décembre 2010

Camarades,

Quand, le 30 décembre 1960, le gouvernement Révolutionnaire a créé l'Institut Cubain d'Amitié avec les Peuples, la menace d'une agression militaire imminente planait sur Cuba. Alors, des millions de Cubaines et de Cubains étaient vigilants, se préparant pour l'attaque qui pouvait se produire à n'importe quel moment. On avait atteint le point culminant de deux années de création infatigable, nous avions été capables de démanteler les structures pourries du vieux régime, nous livrions une lutte ardente contre l'exploitation, l'ignorance et les vices du passé, nous avions complètement éliminé le chômage, les usines et les services publics étaient à nous, la Réforme Agraire progressait et ainsi que la Campagne d'Alphabétisation.

Nous vivions dans la joie de la liberté conquise après de grands sacrifices et nous nous efforcions de faire régner la justice sur notre terre enfin émancipée.

C'étaient des jours lumineux mais aussi pleins de dangers. Depuis le Premier Janvier 1959, l'Empire qui traite toujours Cuba comme si l'Ile était à lui, déchaîna contre notre peuple la guerre économique, fit pression sur d'autres pays pour tenter de nous isoler totalement, donna asile aux tortionnaires et aux assassins batistiens et à leurs acolytes, les organisa, les arma, les entraîna et les dirigea pour envahir le pays et nous obliger à revenir à l'ignominie et à la misère. Nous affrontions un empire qui était alors au zénith de son pouvoir et dominait complètement l'Hémisphère Occidental, imposant son hégémonie sur la planète entière.

La véritable découverte de l'île de Cuba commençait. Notre héroïque résistance étonnait le monde, notre Révolution se transforma en « une incitation permanente à la noble curiosité humaine de tous les coins de la terre, et en particulier en Amérique Latine » comme l'indiqua la Loi 901 fondatrice de l'ICAP, à l'initiative de Fidel Castro.

Ce furent 50 ans de travail incessant. Que notre reconnaissance aille à toutes et tous les travailleuses et travailleurs de cette institution pour leur contribution, souvent anonyme, à la solidarité et à l'amitié entre le peuple cubain et les autres peuples.

Ceux qui commencèrent ce noble travail et leurs successeurs jusqu'à aujourd'hui, méritent notre gratitude.

Rendons un hommage spécial, surtout, à ceux qui, à l'extérieur, pendant ces longues années, nous ont offert une aide permanente. A ceux qui furent capables de résister à la persécution et à l'hostilité, à ceux qui n'ont pas plié devant les pressions ou les menaces, à ceux qui n'ont pas succombé devant les calomnies et les tromperies, à ceux qui ont su avoir confiance en Cuba et l'aimer.

Car, contre Cuba et sa Révolution, l'Empire n'a pas seulement employé la force militaire, le terrorisme, les sabotages et la plus longue et féroce agression économique, son blocus génocide qui débuta avant que ne naquit l'ICAP, avant que ne naisse la majeure partie de la population cubaine actuelle. Contre Cuba et sa Révolution, l'Empire a employé aussi en particulier le mensonge et la dissimulation de la vérité.

Sur ce terrain, celui de la manipulation de l'information et de la falsification de la réalité, l'Empire a créé une machinerie gigantesque à laquelle il donne des ressources infinies de toutes sortes.

Le symbole de la société nord-américaine n'est plus l'automobile. Il y a déjà longtemps qu'elle a été reléguée à l'arrière-plan par l'industrie du mensonge qui, à grande échelle et massivement, falsifie les faits, pervertit les consciences et promeut l'abrutissement des êtres humains. Ses instruments sont les grandes corporations qui dominent ce que l'on appelle les moyens de communication et sont propriétaires des plus puissantes entreprises de cinéma, de radio et de télévision.

Ils marchandisent la culture et la réduisent à un banal divertissement, ils cachent ou justifient les pires crimes, distordent les faits et mentent ; ils fomentent l'égoïsme et la cupidité, le matérialisme et la vulgarité ; dépouillent l'être humain de ses idéaux, de sa capacité à penser et à aimer. Ils mènent à bien une implacable offensive antihumaniste dont le peuple nord-américain est la première et principale victime.

Les Etats-Unis sont, depuis leur origine, un pays impérialiste et raciste, comme le rappelle Noam Chomsky dans un texte récent. Leur puissance se concentre aujourd'hui, cependant, dans une extraordinaire et aberrante industrie guerrière capable de détruire la planète plusieurs fois et dans leur arsenal de propagande qui leur permet d'endormir et de duper.



Ricardo Alarcon de Quesada lors de son discours à l'occasion du 50ème Anniversaire de l'Institut Cubain d'Amitié avec les Peuples (l'ICAP)

Mais le peuple nord-américain n'est ni impérialiste ni raciste. C'est un peuple qui a besoin de vivre en paix comme les autres et qui a le droit de construire à l'intérieur de ses frontières une société juste et véritablement libre, chose qu'il ne pourra réussir tant qu'il ne se sera pas libéré du contrôle qu'exerce sur lui une ploutocratie ignorante et perverse.

Avec ce pouvoir, les impérialistes ont pu pratiquer contre le peuple cubain le génocide le plus long de l'histoire et pour cela, ils peuvent continuer de protéger sur leur propre territoire, les pires assassins - comme celui qui vient de publier à Miami un livre infâme dans lequel il s'enorgueillit de ses crimes - pour cela, ils gardent dans une prison cruelle et injuste Cinq jeunes qui ont sacrifié leur vie pour sauver leur peuple et le monde du terrorisme que Washington tolère impunément.

Maintenant, alors qu'approche le jour où les Etats-Unis devront répondre à la demande d'Habeas Corpus en faveur de Gerardo Hernandez Nordelo, son dernier recours légal, certains médias de Miami le calomnient misérablement et lâchement et essaient de tromper et de détourner l'attention pour détraquer le mouvement de solidarité. Indépendamment du droit inaliénable de Cuba à défendre sa souveraineté, le jugement prononcé contre Gerardo et ses camarades à Miami, aucune preuve ne fut présentée qui puisse le relier au lamentable incident du 24 février 1996. En cette heure décisive, ils veulent nous faire oublier qu'en mai 2001, dans une requête dramatique et urgente devant la Cour d'Appel, le Ministère de l'Intérieur lui-même reconnut qu'il manquait totalement de preuves et demanda de modifier l'accusation présentée à l'origine contre notre camarade. Malgré cela, il fut jugé avec une brutale démesure pour un crime supposé qui n'a pas existé et dans lequel, de n'importe quelle façon, Gerardo n'avait absolument rien à voir. Il est impossible de trouver pareil exemple d'injustice.

Nous exhortons le mouvement de solidarité et toutes les personnes honnêtes à faire entendre leur voix en défense de Gerardo. Le Gouvernement des Etats-Unis sait qu'il est innocent et qu'il n'y eut jamais aucune preuve pour l'accuser. Il faut exiger qu'ils le mettent, maintenant, en liberté. Lui et Ramon, Antonio, Fernando et René, cinq Héros de la République de Cuba. Le Président Obama peut et doit les libérer tout de suite, sans conditions, immédiatement tous et chacun d'eux, les Cinq, sans exception.

Exiger cela sans repos, que ce soit notre promesse de Nouvel An. Que le monde entier le demande au Président Obama. Il sait que c'est possible et qu'il doit le faire.

Camarades,

La solidarité est le bastion et la sève de la Révolution. Elle l'a toujours été pour nous, depuis 1868 lorsqu'au cours de notre glorieux mois d'Octobre, nous avons commencé une lutte pour l'indépendance nationale et pour l'abolition de l'esclavage, de la servitude et de la discrimination des êtres humains, causes inséparables.

Depuis la Grande Guerre, des fils d'autres terres sont venus lutter avec nous pour notre liberté. Le parti de José Marti fut un parti internationaliste, créé aussi pour donner l'indépendance à Porto-Rico et l'unité à Notre Amérique. Ils ont été nombreux, nos compatriotes qui sont allé, d'ici et de l'émigration, donner leur vie pour la République Espagnole.

Dans le dernier demi-siècle, la solidarité que Cuba a reçue a été large et généreuse et de même, celle que notre peuple a donnée. Comment oublier, un jour comme aujourd'hui, les frères qui sont allées combattre jusqu'à leur dernier souffle, sur d'autres terres, comment oublier le Che et les nombreux combattants qui surent être comme lui ?

Saluons aussi les centaines de milliers de collaborateurs qui sont allé dans les coins les plus reculés, aider les autres, leur apporter la santé et l'éducation, reproduisant un esprit internationaliste et solidaire duquel naquit la Patrie et qui vivra toujours en elle.

Le monde a été solidaire de Cuba parce que Cuba a une grande signification pour le monde. Parce que sa révolution fut un exemple qui poussa les autres à persévérer dans le combat jusqu'à conquérir la véritable indépendance et la justice, celles qui illuminent déjà de leur Aube l'avenir de l'Amérique.

Nous, les Cubaines et les Cubains, nous nous efforçons maintenant, dans un large exercice démocratique, de discuter et de décider avec toutes et tous sans exclure personne, les actions que nous devons entreprendre afin de corriger les erreurs, d'éliminer les défauts et d'introduire les changements nécessaires pour que notre projet soit plus efficace, rationnel et juste. Nous le faisons dans un pays qui est toujours victime du blocus, du harcèlement et de l'agression de celui qui est encore la plus grande puissance économique et qui ne se lasse pas de payer des mercenaires disposés à trahir la Patrie. Freluquets en qui ne croient pas même ceux qui les paient, selon leurs propres notes confidentielles révélées par Wikileaks.

Le peuple de Cuba est bien différent, un peuple, que personne ne l'oublie jamais, qui s'est forgé précisément dans la lutte contre deux empires et leurs médiocres serviteurs créoles et dans une bataille très longue dans laquelle il eut toujours pour but l'indépendance absolue et la justice entière pour créer une société qui aurait comme fondement la solidarité entre les Cubains.

Nous changerons tout ce qui doit être changé. Ensemble, nous ferons ce qui est nécessaire et nous le ferons par nous-mêmes, sans copier personne, sans faire aucune concession à ceux qui nous haïssent et nous méprisent et nous serons capables de réaliser un socialisme meilleur, nôtre et Cubain.

Nous accomplirons ainsi notre devoir envers ceux qui, en n'importe quel lieu, luttent pour un monde meilleur.

Le mouvement international de solidarité avec cette Ile est né voilà un demi-siècle, alors que nous affrontions un défi qui paraissait insurmontable. Nous avons été capables de vaincre et d'arriver jusqu'ici.

Les défis que nous avons devant nous sont grands, nous saurons les surmonter.

Nous serons fidèles à nos martyres, nous serons loyaux envers ceux qui, dans le monde entier, nous ont accompagnés dans cette longue, dure et belle lutte.

Cuba vivra. Notre socialisme triomphera. Nous serons capables de continuer à lutter, tous unis, jusqu'à la victoire, toujours.

(Traduction Gaston Lopez)
CSL 30 décembre 2010

Dixième anniversaire de l'assassinat de Laurent Kabila

Par Isabelle Minnon, Danny Claes et Tony Busselen

C'est à la veille du quarantième anniversaire de l'assassinat de Lumumba que Laurent Kabila, cet autre dirigeant congolais, a été abattu le 18 janvier 2001. Mais bien d'autres choses que cette triste coïncidence font de lui le successeur de Patrice Lumumba.

Sur les traces de Lumumba

1989 : chute du socialisme en Europe de l'Est. « La fin de l'histoire ! », s'écrient avec joie les prophètes du néocolonialisme. Mais dans les années qui suivent, ils doivent essuyer deux graves revers. En 1994, en Afrique du Sud, le régime de l'apartheid est aboli et le mouvement de résistance ANC gagne les élections. Et au Congo, le 17 mai 1997, Mobutu est chassé du pouvoir et Laurent Kabila devient président.

Ces deux évènements ne signifient pas la victoire définitive dans la lutte pour la vraie indépendance et la démocratie réelle en Afrique. Mais ils constituent des avancées considérables dans cette voie. Nous pouvons résumer la contribution de Laurent Kabila à la révolution nationale-démocratique en quatre points :

1. **Le rôle de Kabila dans la chute du régime**. La chute du régime du dictateur Mobutu est la victoire d'une alliance étendue, mais Laurent Kabila a effectivement joué, en tant que porte-parole, un rôle décisif. C'est grâce à son intervention, que Mobutu est chassé du pouvoir et n'est pas succédé par une espèce de gouvernement d'unité nationale de transition comme l'auraient souhaité les États-Unis. De cette manière, Kabila pose les bases d'un nouvel État congolais. Jusqu'à aujourd'hui, nombreuses sont les hautes fonctions de ce pays et de ce gouvernement aux mains de personnes ou de partis qui n'ont jamais appartenu à la classe mobutiste : le fils de Laurent Kabila, Joseph, le Parti Lumumbiste Unifié (PALU), le Mouvement Social pour le Renouveau (MSR) et une grande partie des membres du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD). Seulement une partie de l'ancienne classe mobutiste joue encore un rôle de second rang.

2. **Une politique indépendante et pour le peuple**. Entre le 17 mai 1997, date de la chute de Mobutu, et le 2 août 1998, début de la guerre d'agression, menée par le Rwanda et l'Ouganda, la paix règne en maître au Congo. Kabila mène une politique indépendante. Pour la première fois, des ministres congolais rédigent un plan triennal afin de reconstruire leur pays sans l'intervention de l'Occident et du Fonds Monétaire International. Ils ne reconnaissent pas les dettes scandaleuses que Mobutu a amassées en collaborant avec les banques occidentales et qui entravent tout développement économique indépendant. Kabila rétablit l'ordre, bride le banditisme et se consacre


Laurent Kabila défendait la nécessité de construire un tout nouvel appareil d'Etat qui rompe avec ce que les Congolais ont connu entre 1885 et 1997. Il voulait un Etat où la population peut directement contrôler l'administration, une vraie démocratie. Ses idées restent une source d'inspiration.

à la stabilité de la monnaie congolaise. Il crée des cantines populaires (où la population peut manger gratuitement) et cherche à conférer une certaine infrastructure aux marchés (comme des sentiers en béton et un approvisionnement en eau et en électricité) où les producteurs congolais peuvent vendre correctement leurs marchandises. Après 36 ans de dictature et de soumission à l'Occident, ceci est un soulagement pour la population congolaise. Ces actions ravivent l'espoir et la confiance en soi des habitants.

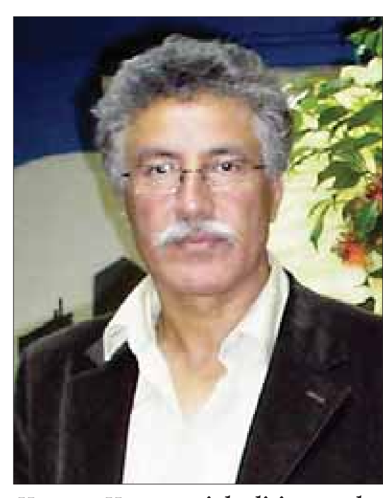
3. **La résistance contre les occupants étrangers**. « Le Congo dispose de 28 % des réserves mondiales de cobalt, de 13 % du potentiel mondial en hydroélectricité, de 18 % des réserves mondiales de diamant, d'énormes quantités de terres fertiles pour l'agriculture et de la moitié de la forêt tropicale en Afrique. Le pays est une priorité pour les intérêts américains en Afrique. » C'est ce que disait déjà feu le diplomate américain Richardson en 1998 devant le Parlement américain. Un État véritablement indépendant au Congo était – et est toujours – inadmissible aux yeux du monde financier international. L'Occident a applaudi la guerre d'agression lancée contre le Congo par le Rwanda et l'Ouganda – à l'instigation des États-Unis, qui éclatait le 2 août 1998. La moitié du Congo était occupée, la guerre a fait des millions de morts et le pays a risqué d'être balayé de la carte… Le début de la reconstruction de l'État par Laurent Kabila était réduit à néant et le pays menaçait de sombrer en un no man's land. Mais les choses ne sont pas allées jusque-là.

Laurent Kabila a fait échouer les plans de Washington : il dénonçait la guerre d'agression étrangère, servant à tordre le cou à l'indépendance du Congo et posait ainsi la base d'une large alliance panafricaine avec des pays comme l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie, alliance qui allait combattre les régimes proaméricains du Rwanda et de l'Ouganda. Kabila a appelé avec succès la population à organiser la résistance contre les occupants étrangers. C'est cette expérience de résistance à la guerre d'agression qui fait en sorte que, cinq ans après la mort de Kabila, la population congolaise participe en masse aux élections de 2006 et montre ainsi clairement qu'elle entend rester une nation, avec un pays uni, et qu'elle exige que l'on respecte l'intégrité territoriale du pays.

4. **Pour une révolution nationale démocratique**. Au cours de ses nombreux discours, Kabila a esquissé pour la première fois dans l'histoire du Congo un projet très clair de révolution nationale démocratique au Congo, lequel devait mener au socialisme ou à « la suppression de l'exploitation » et à « une société juste », comme il le disait. Laurent Kabila insistait sur la nécessité de mettre sur pied un appareil d'État absolument neuf qui allait rompre avec le genre d'État que les Congolais avaient connu entre 1885 et 1997. Il voulait un État où le peuple avait directement voix au chapitre dans la gestion, une véritable démocratie populaire. Cet État devait passer par une « décolonisation économique » et poser les bases d'un développement économique dans lequel « les richesses du pays seraient au service du peuple congolais ». Même si, après sa mort, certaines réalisations allant en ce sens étaient court-circuitées et que le nouveau président Joseph Kabila se voyait forcé d'accepter maints compromis et concessions, ces idées et discours n'en demeurent pas moins une importante source d'inspiration tant pour ce qui se passe aujourd'hui au Congo que pour l'avenir.

PTB 12 janvier 2011

Entretien avec l'opposant tunisien Hamma Hammami


Hamma Hammami, le dirigeant du Parti communiste ouvrier tunisien (PCOT)

«Le mouvement populaire est imprégné de revendications laïques et de gauche» Nous avons joint, juste à sa sortie de captivité, Hamma Hammami, le dirigeant du Parti communiste ouvrier tunisien (PCOT), qui avait été embastillé mardi dernier.

H. Z.: Commençons par votre arrestation. Comment l'avez-vous vécue?

Hama Hammami: C'était mardi dernier, le Parti Communiste ouvrier tunisien (PCOT) venait de publier une déclaration exigeant le départ de Ben Ali. On a été le seul parti à l'avoir demandé. La réaction du pouvoir a été violente. Une vingtaine d'hommes ont fait irruption chez moi, ils ont cassé la porte de notre appartement. Ils ont pris l'ordinateur de Radhia (l'avocate Radhia Nasraoui, son épouse – NDLR) et un appareil photo. Ils m'ont emmené au ministère de l'Intérieur où je suis resté les mains ligotées dans le dos avant d'être libéré vendredi, le jour où Ben Ali a quitté le pouvoir. Ils ne m'ont pas tabassé, c'était nouveau…

H. Z.: Quelle est votre lecture de la situation ?

Hama Hammami: Je considère que l'appel à la formation d'un gouvernement d'union nationale a pour objectif de faire avorter le mouvement démocratique et populaire qui a fait tomber Ben Ali. Le premier ministre Mohamed Ghanouchi, qui s'est autoproclamé président par intérim avant d'être remplacé par le président du Parlement, était le bras droit de Ben Ali. C'est l'homme qui a appliqué avec zèle les directives du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, qui ont conduit la Tunisie vers le gouffre.

H. Z.: Vous êtes opposé à cette solution?

Hama Hammami: Pour nous, ce gouvernement d'union nationale, eu égard à l'ampleur du mouvement, sera un gouvernement de fantoches. La démocratie ne peut pas être instituée par des hommes qui ont été des proches de Ben Ali, qui ont été partie prenante du système policier qui a

Suite à la page (16)

Le Parti Communiste libanais salue la victoire historique du peuple tunisien

Par Marie Debs

La direction et les militants du Parti Communiste libanais saluent les actes héroïques enregistrés par « l'Intifada des pauvres » du peuple tunisien et ses leaders, dont, en particulier, la gauche tunisienne, contre la dictature de la mort exercée par Zein Al-Abidin Ben Ali et ses proches. «L'Intifada des pauvres » a réalisé, hier, une victoire historique en supprimant le régime familial qui perdure, depuis 23 ans, et qui a transformé la Tunisie en une vaste prison et aussi en un pays où sévissent la corruption, le recel des biens publics et la mainmise des gouverneurs sur les secteurs productifs.

Mais, le résultat le plus important de cette victoire reste sans

Suite à la page (16)



«L'Intifada des pauvres» a réalisé une victoire historique en supprimant le régime familial qui perdure, depuis 23 ans, et qui a transformé la Tunisie en une vaste prison

Côte-d'Ivoire: Non à l'ordre néo colonial, refusons l'intervention impérialiste imminente à Abidjan!

Déclaration commune PRCF, URCF et RCC

Usurpant l'appellation de "Communauté internationale", les forces impérialistes préparent une intervention imminente en Côte-d'Ivoire.

Une telle intervention signifierait le retour de la Côte-d'Ivoire sous tutelle coloniale directe. Or, encouragé par l'U.E. et par les USA, Sarkozy multiplie les ingérences dans les affaires intérieures de cet État et les menaces d'intervention. Pour défendre les intérêts et les profits des sociétés capitalistes françaises et européennes installées à Abidjan, Sarkozy monte en première ligne pour imposer la sinistre et discréditée "Françafrique", la politique impérialiste de pillage et de partage du monde, au besoin en faisant intervenir la force "Licorne" contre toute une partie de la population et de la jeunesse ivoiriennes.

Comble du culot, Sarkozy a l'audace de présenter l'intervention néocoloniale imminente comme une action visant à faire respecter le vote du peuple ivoirien: cela ne manque pas de sel de la part d'un homme et d'un régime qui ont grossièrement violé le vote Non du peuple français à la constitution européenne en imposant son copié-collé sous la forme du "Traité de Lisbonne".

Suite à la page (16)

Bolivie : Les pieds, la tête et le coeur d'Evo Morales

Par Isabel Rauber

Alerte rouge, c'est par ces mots qu'on pourrait résumer ce qui s'est passé en Bolivie la semaine passée. Bienvenu ce coup de l'essence (gasolinazo) s'il se transforme en secousse politique, en point d'inflexion capable de renverser la croissante tendance superstructurelle gouvernementale de décider du haut sans compter avec ceux d'en bas, adoptant la vieille culture politique du pouvoir qui considère que gouverner, c'est l'affaire de ceux qui soi-disant "savent et ont raison", que c'est l'affaire d'éclairés, ou d'"avoir les reins solides". Mais la révolution est l'affaire de peuples, de majorités conscientes, organisées, discutant et définissant LEUR projet à mesure qu'ils le construisent.

Les peuples ne sont pas seulement là pour accepter, appuyer, approuver ou matérialiser (exécuter) des idées et des décisions mais avant tout pour en être les protagonistes. Ce qui veut dire : participer au processus de prise de décision et à la réalisation ultérieure de celles-ci, partager les responsabilités.

Si on avait discuté du problème du prix de l'essence et du pétrole,etc., avec les organisations sociales, si on avait dégagé collectivement une mesure et les étapes de sa mise en place, rien de tout cela ne se serait produit. J'ignore quelle aurait été la proposition mais les résultats auraient été différents : personne ne descend dans la rue pour protester contre ce sur quoi on s'est mis d'accord.

Les protagonistes ne peuvent -ni ne veulent- apprendre leur histoire par les journaux. Ce n'est pas avec des résolutions et des décrets qu'on impulse la révolution démocratique et culturelle, la clef est dans la participation. Il s'agit d'un processus marqué par la construction collective, qui exige des rythmes adaptés à cette construction et à cette prise de conscience collective. Quand on prétend l'accélérer en passant par-dessus la participation populaire, ce qui paraissait un succès ou une mesure pertinente à moyen terme se transforment en un échec immédiat.

La preuve saute aux yeux : en pariant sur la consultation et la participation de ceux d'en bas, le chemin peut s'avérer plus long et les rythmes plus lents, mais à la longue il sera plus effectif, profond et radical. Cette sagesse n'est pas sortie des universités, elle s'est forgée dans l'expérience de la lutte des peuples. Dans leurs pratiques ils ont dessiné et construit les nouvelles logiques de la transformation sociale depuis le bas, c'est-à-dire, des révolutions démocratiques-culturelles caractérisées par l'appel au développement de la conscience, l'organisation et la participation permanentes de ceux d'en bas.

Et cela ne s'obtient pas par des cours ou des conférences, mais par la participation pleine de ceux d'en bas dans tout le processus de changement : du diagnostic et des définitions jusqu'à la mise en place et au contrôle des décisions. Celles-ci ne sont pas la tâche d'un groupe de dirigeants mais la responsabilité de toutes et de tous.

Le peuple conscient, participant et protagoniste des décisions descendrait aussi dans la rue mais - dans ce cas - pour réaffirmer les mesures du gouvernement qui seraient ses mesures, et pour demander l'approfondissement révolutionnaire du processus.

Ce qui s'est produit en Bolivie ne correspond à aucune de ces alternatives mais ne signifie pas non plus un rejet du gouvernement qu'il continue à considérer comme le sien. C'est un cri et une manifestation forte contre une faible mais croissante manière de gouverner qu'on voyait poindre dans certaines décisions, qui prétend ignorer le peuple comme protagoniste central du processus et le supplanter dans la prise de décisions fondamentales, réincarnant la pire part de l'héritage politique bourgeois-colonial.

Un gouvernant révolutionnaire ne se définit pas comme tel par le curriculum ni par ce qu'il est "honnête et bon" mais par comparaison avec les gouvernants traditionnels du système ; bien que ces qualités soient requises de manière élémentaire, leur projection déborde l'aspect personnel. Tout dépend directement de sa capacité de disposer les espaces de pouvoir en fonction de la transformation révolutionnaire, d'ouvrir les portes du gouvernement au peuple, de construire un nouveau type d'institutionnalité, de légalité et de légitimité basées sur la participation du peuple dans la prise de décisions politiques (base de l'Assemblée Constituante).

La tâche titanesque des gouvernants révolutionnaires ne consiste pas à substituer le peuple, ni à "sortir de leurs têtes" de bonnes lois, encore moins pour démontrer qu'ils sont plus intelligents que tous, qu'ils ont raison et que pour cela, ils "savent gouverner". Impulser des révolutions depuis les gouvernements passe par faire de ceux-ci un outil politique révolutionnaire : développer la conscience politique, ouvrir la gestion à la participation des mouvements indigènes, des mouvements sociaux et syndicaux, des secteurs populaires, construisant des mécanismes collectifs et établissant des rôles et des responsabilités différenciées, pour gouverner le pays ensemble.



Les peuples ne sont pas seulement là pour accepter, appuyer, approuver ou matérialiser (exécuter) des idées et des décisions mais avant tout pour en être les protagonistes

Les révolutions depuis le bas, c'est-à-dire, celles que mènent les peuples depuis la racine des problèmes, parient sur le changement qui naît des consciences des peuples et qui se construit comme une action protagonique, rien à voir avec des méthodes qui prétendent impulser le processus par des décrets ou des résolutions prises d'en-haut, même s'ils sont bien intentionnés, même s'ils sont justifiés.

On n'avance pas avec des mesures superstructurelles même si elles sont justes et raisonnables. Il faut construire le protagonisme populaire collectif et cela ne s'obtient qu'en le forgeant à chaque pas et dans chaque pas. L'apprentissage, comme l'enseignement, commence dans les pratiques quotidiennes. Éduquer au nouveau signifie développer de nouvelles pratiques, donner l'exemple. Telle est la clef pédagogique vitale des révolutions d'en bas.

Celles-cinepeuvents'approfondir qu'accompagnées de la construction et du renforcement de leur sujet collectif, l'acteur sociopolitique capable de les impulser et de les pousser vers des objectifs radicalement supérieurs. La tâche fondamentale de l'instrument politique consiste donc précisément à développer le travail politique, culturel ou idéologique nécessaire pour promouvoir le développement de la conscience politique de l'ensemble des acteurs sociaux et politiques du camp populaire, d'ouvrir des canaux institutionnels et non institutionnels à la participation consciente, organisée et croissante de l'ensemble des acteurs révolutionnaires, ainsi que pour créer des espaces propices aux réflexions critiques collectives du processus de changement, de manière à ce que se renforcent les consciences, dans une croissance collective.

En Bolivie le peuple n'est pas sorti dans la rue pour rejeter son gouvernement mais pour rejeter, avec cette mesure, son imposition, pour rejeter les décisions sans consultation, le distancement entre gouvernants et mouvements indigènes, paysans et sociaux qui était en train d'apparaître et qui se cristallise maintenant avec force autour de cette mesure appelée le coup de l'essence (gasolinazo).

Le peuple n'est pas sorti pour s'opposer à Evo, mais pour lui dire NON à toute tentative de gouverner sans sa participation, pour lui demander rectification et reconnaissance. Et par un acte d'humilité qui rappelle tant sa grande sagesse que ses racines, Evo a rectifié. Et fidèle à sa promesse de Tihuanaku, il a retiré les décrets et réitéré sa décision de "gouverner en obéissant", ce qui -au sens strict- ne signifie ni gouverner ni obéir mais gouverner ensemble, construire ensemble les mesures fondamentales et partager les responsabilités des décisions et de leur mise en place.

Cela n'est pas nécessairement la garantie du succès ni d'éviter de commettre des erreurs ni de se tromper, mais quand les peuples échouent en prenant conscience de ce qui pourrait se produire, c'est-à-dire en sachant qu'on pouvait perdre, l'échec peut se transformer en victoire, en croissance collective, en nouvel apprentissage et en un renforcement qui les dynamise et les pousse à concrétiser leurs objectifs par d'autres voies. Quelque chose comme : "Bon, si de cette manière l'objectif n'a pas été atteint, par où et comment allons-nous l'atteindre ?" C'est-à-dire, la situation se présente différemment quand il y a une participation consciente que quand il n'y en a pas : les peuples avancent en prenant conscience de leurs échecs ou en célébrant leurs victoires, et cela dépend de leur participation dans les décisions ; quand ils échouent sans conscience de ce qu'ils étaient en train de faire, la frustration est profonde.

Les révolutions sont identiques à la participation protagonique de leurs peuples ; directement proportionnelles à celle-ci. Si, par exemple, on applique cette simple équation à des processus populaires révolutionnaires en cours, aux mesures gouvernementales et à leurs procédés, les résultats sautent à la vue : à moindre participation populaire, moindres contenu et portée révolutionnaire, moins de révolution. Conclusion : le noeud gordien stratégique des processus révolutionnaires ne réside pas dans la pertinence des résolutions gouvernementales ni dans la sagesse des gouvernants et de leur entourage mais dans la volonté populaire, dans la conscience et l'organisation pour participer aux définitions et aux solutions, et pour les impulser et les soutenir.

Sur le terrain politique il est clair que savoir est pouvoir. Dans la mesure où le savoir procédant des techniciens et des experts est d'accès restreint, réduit à des élites et à des minorités, leur pouvoir lui aussi est faible et réduit, confiné à des charges et à des fonctions, à ce qu'on appelle communément "travail professionnel". C'est pourquoi, sans nier la valeur du travail d'experts et de conseillers, les résultats et les propositions de leurs études ont sans cesse besoin d'être réévalués (et même construits) avec le peuple, avec les mouvements indigènes, syndicaux et sociaux, avec le tout camp populaire. Ce n'est que dans un processus articulé, conjoint, qu'il est possible de transformer les propositions de fonctionnaires, spécialistes ou techniciens en décision politique et révolutionnaire du gouvernement et du peuple.

Dans des processus politiques-révolutionnaires comme celui que vit la Bolivie d'aujourd'hui- l'administration publique -qui est l'administration du public- ne peut rester prisonnière des papiers des fonctionnaires ; elle est le thème et la tâche de la militance sociopolitique des peuples dans les rues des villes, dans les campagnes, dans les mines

Ceux qui ont la responsabilité de gouverner ont la prérogative de proposer des changements et l'obligation de ce que leurs propositions possèdent de solides fondements. Cela ne se discute pas. Mais l'autre pilier du processus, le fondamental, celui qui lui donne sens et projection révolutionnaires consiste en ceci : pour que le savoir produit d'en haut soit en même temps pouvoir d'en bas, il doit se construire avec ceux d'en bas et se constituer en savoir/pouvoir du peuple. Telle est la tâche politique par excellence de ceux qui ont des responsabilités de gouvernement dans des processus révolutionnaires.

Démontrer cela et le mettre sur la table est un des enseignements les plus importants et définitifs des événements qui ont résulté du coup de l'essence. Le peuple a réclamé son protagoniste, a parlé avec son leader dans son langage de résistance et de lutte, et Evo a répondu en tant que militant.

Conscient de ce que rectifier est sage, il a écouté et compris le message de ses compagnes et compagnons et a rapidement abrogé les résolutions et les décrets, et remis dans l'agenda gouvernemental le thème-clef : gouverner pour le peuple implique de gouverner avec le peuple.

Par quoi Evo éclaire une autre leçon : pour impulser une révolution d'en bas, il ne suffit pas d'avoir "les reins solides" mais aussi les pieds sur terre, le coeur dans le peuple, et la pleine clarté de ses responsabilités en tant que gouvernant révolutionnaire capable d'amener les peuples à faire leur histoire.

Il est clair dès lors que le thème ouvert avec le coup de l'essence (gasolinazo) ne se limite pas aux économistes, ni aux experts, ni aux journalistes, il appartient au peuple. C'est le peuple - dans sa diversité d'identités, de nationalités et de cultures- qui a le pouvoir de changer l'histoire et de la construire à son image.

C'est pourquoi, à quelques jours de commémorer un nouvel anniversaire de la constitution du premier gouvernement indo-américain dans notre continent, il est possible de s'exclamer, avec forcé et vitalité :

¡Jallalla peuples de Bolivie ! ¡Jallalla Evo !

Source: Rebelión
Traduction : Thierry Deronne, pour La revolución vive.
CSL 6 janvier 2010

12 Janvier:

Des manifestations dans la diaspora haïtienne !

Par Kim Ives et Roger Annis

À travers les États-Unis et le Canada, les Haïtiens et leurs supporters internationaux ont tenu des rassemblements, des rencontres, des messes et d'autres activités commémoratives à l'occasion du premier anniversaire du tremblement de terre dévastateur qui a coûté la vie à un quart de million d'Haïtiens l'an dernier.

A New York, les membres du Comité haïtien pour le 12 janvier ont tenu une conférence de presse devant le consulat haïtien au 271 Madison Avenue, avec recommandation que l'aide internationale d'urgence doit être acheminée vers des organisations haïtiennes populaires plutôt qu'à des ONG étrangères de même que les troupes d'occupation de l'ONU doivent quitter immédiatement le pays. Environ 400 Haïtiens avec d'autres personnes de nationalités étrangères ont défilé dans la solidarité, de Times Square au consulat d'Haïti, où plusieurs manifestants ont été arrêtés après avoir bloqué la rue dans une action de désobéissance civile. Les manifestants ont ensuite défilé devant l'ONU et se sont rassemblés sur la Dag Hammarskjold Plaza et un autre petit groupe à Ralph Bunche Park. Ces manifestants brandissaient des pancartes exigeant que les 1,3 million de sans-abri victimes du séisme bénéficient d'aide financière et de logements.

A Miami, il y avait un rassemblement de 1000 personnes dans la soirée du 11 Janvier au Stade Manno Sanon de Little Haïti, organisé par la Coalition du 12 janvier, qui comprend l'organisation populaire Veye Yo, la Coalition de base, des femmes haïtiennes à Miami, Konbit et autres. Puis le matin du 12 Janvier, environ 300 personnes ont défilé à partir de Veye Yo sur la 54e rue, du Monument Toussaint allant jusqu'à la 62ème rue, où ils ont tenu un rallye. La foule s'est ensuite rendue au Centre Communautaire Toussaint Louverture à la 82e Street pour la première projection de «Nou Bouke» (Nous sommes fatigués), un documentaire réalisé par trois journalistes de Miami Herald, Joe Cardona, José Iglesias, et Nancy San Martin. Il y avait aussi un rassemblement dans le nord de Miami, où le maire haïtiano-américain André Pierre a organisé un rallye au cours duquel des pasteurs ont formulé des messages de solidarité. Enfin, à 19 heures, à l'angle de la 79e et de la 2e Avenue NE, c'était le dévoilement d'une fresque qui dépeint et commémore la mémoire des victimes du séisme et les survivants. Le Maire de Miami-Dade, Carlos Alvarez, a également tenu une cérémonie commémorative à l'édifice du Miami-Dade County Office, au cours de laquelle la ville de Miami a émis un document reconnaissant le travail de l'hebdomadaire *Haïti Liberté*.

À Boston, «Médecins pour Haïti» ont fait des présentations médicale dans de grands Centres de Réhabilitation, médicaux et communautaires et dans des lieux appartenant à des medias. Elles étaient sous la supervision des docteurs Inobert Pierre et Miliane Clermont qui avaient travaillé à l'hôpital St. Boniface à Fond des Blancs en Haïti. Ces médecins ont consacré du temps avec des responsables en réhabilitation, réparation de lésions de la moelle épinière, avec des agents de santé travaillant sur une base de systèmes médicaux communautaires et dans différents autres champs de la médecine.

Le 14 janvier, les responsables de *Partners in Health* ont organisé à travers la ville une cérémonie du souvenir intitulée «*Reflect, Remember, Respond*," (Réfléchir, Se rappeler, Réagir) auquel participaient environ 300 invités ainsi que de nombreux contribuables de l'organisation et des partenaires sur le terrain même. Il y a eu des discussions et des vidéos de survivants (dont certains dans l'assistance) relatant le tremblement de terre pendant les premiers jours avant l'arrivée des secours, ainsi que des entrevues avec des personnes déplacées à l'intérieur du pays à propos de ce à quoi ressemble Haïti un an plus tard. Il y avait aussi des événements communautaires organisés dans Cambridge, Roxbury et Somerville, ces deux derniers étant les quartiers où vivent de nombreux Haïtiens à Boston.

Montréal, un grand service oecuménique à l'Oratoroire de Saint-Joseph a attiré 1.600 personnes ce 12 Janvier. Il a été organisé par la station de radio communautaire haïtienne, CPAM. La station a également été co-animatrice d'une émission de deux heures à Radio Canada, le radiodiffuseur national de langue française. Plusieurs rencontres de discussion ont eu lieu dans la ville, où la communauté haïtienne compte environ 80.000 membres .

À Winnipeg, la communauté haïtienne a organisé un service commémoratif le 12 Janvier. Le lendemain, le Winnipeg Haïti Action Group a tenu un forum public auquel ont participé 30 personnes. Ralph Paul et Jord Samolesky ont donné des présentations portant sur les réalisations ainsi que les insuffisances de l'effort de secours international. Ils ont souligné que les politiques des pays riches du monde tiennent à affaiblir et à saper la souveraineté politique en Haïti au cours des 25 dernières années de même qu'elles ont grandement contribué à la vulnérabilité du pays.



A New York, Environ 400 Haïtiens avec d'autres personnes de nationalités étrangères ont défilé dans la solidarité, de Times Square au consulat d'Haïti, où plusieurs manifestants ont été arrêtés après avoir bloqué la rue dans une action de désobéissance civile



Les manifestants ont ensuite défilé devant l'ONU et se sont rassemblés sur la Dag Hammarskjold Plaza et un autre petit groupe à Ralph Bunche Park

Des groupes d'étudiants en médecine, des professionnels ainsi que des étudiants en architecture ont participé au forum. Le groupe médical avait organisé une tournée de conférences dans la ville en mars dernier avec un porte-parole de Partners In Health, l'un des pourvoyeurs de soins de santé par excellence en Haïti. Les étudiants en architecture travaillent avec la communauté haïtienne locale sur un projet à soumettre aux autorités haïtiennes concernant la reconstruction des quartiers détruits par le tremblement de terre.

Deux forums publics ont eu lieu à Vancouver. Le 12 Janvier, l'organisation communautaire haïtienne de la ville a aidé à entendre Haïti, et a organisé une réunion co-parrainée par le Comité de justice sociale de l'Église unitarienne. Elle présentait de la musique ainsi que des entretiens par les travailleurs humanitaires et des membres de la communauté haïtienne qui se sont portés volontaires en Haïti depuis le tremblement de terre.

Le 14 Janvier, Haïti Solidarité Colombie-Britannique a présenté une table ronde avec cinq participants qui ont examiné en détail la situation post-séisme. L'un des panélistes, Garry Auguste, s'est rendu en Haïti à quatre reprises depuis le tremblement de terre et il a exprimé sa frustration sur la lenteur de l'aide et de la reconstruction.

David Putt, un bénévole avec *Pure Water for the World*, a donné un dramatique témoignage des heures et des jours suivant le tremblement de terre. Son organisation s'est trouvée au centre des secours aux victimes du séisme, devenant le fournisseur de facto d'eau potable à l'un des plus grands camps de personnes déplacées à Port-au-Prince, au Champs de Mars. Il doit retourner incessamment en Haïti pour y servir pendant une tournée de trois mois.

À Toronto, une cinquantaine de personnes ont assisté à un forum public avec Rea Dol, directrice de l'École SOPUDEP à Port-au-Prince. La réunion a été organisée par le Comité d'action Haïti Toronto. Dol est en tournée de conférences dans le sud de l'Ontario, Montréal et Ottawa, où elle s'entretiendra avec les conseillers scolaires, les syndicats d'enseignants et des donateurs potentiels à son projet d'école et d'autres initiatives d'éducation publique en Haïti.

Sa visite à Toronto a été rendue publique dans un article dans le Toronto Star, le journal au plus grand tirage. La réunion publique a réalisé une valeur de 2.600 $ pour l'école. D'autres donateurs se sont manifestés à la suite de l'article dans le Star.

Le principal avocat des droits humains en Haiti, Mario Joseph, se joindra aux allocutions publiques de Doll Rea à Montréal et à Ottawa la semaine prochaine. Joseph s'entretiendra également avec les professionnels du droit et des syndicats. Son bureau juridique, le Bureau des avocats Internationaux, représente plusieurs groupes de travailleurs en Haïti, y compris la Confédération autonome des syndicats haïtiens (CATH). Pour plus d'informations sur leurs événements de communication, voir ici: http://www.canadahaitiaction.ca/events.

Ce rapport a été réalisé avec l'aide de Rishi Rattan et de Tony Jean Thénor

Entretien avec l'opposant tunisien Hamma Hammami

Suite de la page (13)

dirigé la Tunisie. Il faut faire table rase du passé si on veut aller vers un État de droit.

H. Z.: Que proposez-vous?

Hama Hamammi: On ne demande pas l'impossible. Seulement la mise en place d'un gouvernement transitoire qui forme une assemblée constituante, afin d'élaborer une constitution qui garantisse les droits fondamentaux, la liberté d'expression, d'association et de la presse, ce que la Constitution actuelle ne garantit pas. Il faut savoir qu'après le dernier discours de Ben Ali, les Tunisiens ne sont pas dupes. Ils savent qu'un gouvernement d'union nationale avec les gens qui ont été complices de Ben Ali n'est qu'une tentative de récupération du mouvement d'opposition populaire.

H. Z.: Ne craignez-vous pas, à l'instar de ce qui s'est passé en Algérie, lors du soulèvement populaire d'octobre 1988, que le système récupère le mécontentement populaire ?

Hama Hammami: En Algérie, le mouvement d'octobre 88 qui a mis fin au système du parti unique, était spontané. En Tunisie, les gens savent que Bourguiba avait récupéré la révolte du pain de 1984. Cette fois-ci, ce sera difficile. Le pouvoir a affaire aux couches populaires et moyennes, laminées par la politique néolibérale de Ben Ali. Ce sont elles qui ont encadré le mouvement populaire. C'est toute la différence avec l'Algérie.

H. Z.: Vous ne pensez donc pas que le système va récupérer le mouvement populaire ?

Hama Hammami: Il faut souligner une chose : les gens scandaient «Liberté, travail, dignité», des mots d'ordre de la gauche. Ce qui fait que le mouvement social s'est transformé en revendication politique. Mieux, il n'y a pas eu un seul slogan islamiste. Ce mouvement populaire portait des revendications laïques. À l'instar de Mohamed Bouazizi, qui s'était immolé, les diplômés chômeurs, qui ont été des acteurs décisifs du mouvement populaire, sont des démocrates et des progressistes. Les islamistes n'ont joué aucun rôle. Ennahda (islamiste) n'a plus le poids qu'elle avait avant.

H. Z.: Quid du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique de Ben Ali) et de son appareil ?

Hama Hammami: C'est un parti auxiliaire de l'appareil sécuritaire mis en place par Ben Ali. Les saccages d'édifices publics, ce sont eux. Les fauteurs de troubles, ce sont eux. Leur but, créer le chaos pour faire peur aux Tunisiens, leur faire croire que le départ de Ben Ali va engendrer le chaos. Et qu'ils sont les seuls en mesure de rétablir l'ordre et la stabilité.

L'Humanité 17 Janvier 2011

Côte-d'Ivoire: Non à l'ordre néo colonial, refusons l'intervention impérialiste imminente à Abidjan!

Suite de la page (13)

Il ne revient à personne en France, dans un pays dont les firmes capitalistes ont longtemps colonisé l'Afrique (et qui continuent aujourd'hui d'exploiter sans vergogne ce continent sous des formes néocoloniales) de "choisir" le président des Ivoiriens. Cela revient aux Ivoiriens eux-mêmes, car partout et toujours, l'impérialisme est l'ennemi principal des peuples.

En aucun cas, cela ne peut être l'apanage de Sarkozy dont nul n'a oublié le discours stupide et méprisant de Dakar sur "l'homme africain qui n'est pas entré dans l'histoire" (sic). En réalité, une intervention armée de la force Licorne en Côte d'Ivoire, fût-ce sous mandat de la pseudo-Communauté internationale dominée par Washington, ne ferait qu'aggraver les tensions, qu'humilier les Africains, que mettre en péril les Ivoiriens et les travailleurs français vivant en Cote d'Ivoire.

Comme le disait Marx, «*un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre*». En défendant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en l'occurrence celui du peuple ivoirien et des autres peuples d'Afrique, le PRCF, l'URCF et le RCC défendent la liberté de tous les peuples, y compris celle du peuple français qui se reconnaît de moins en moins dans ce régime ultra réactionnaire qui l'opprime en France et qui le déshonore à l'étranger par ses pratiques impérialistes.



Comble du culot, Sarkozy a l'audace de présenter l'intervention néocoloniale imminente comme une action visant à faire respecter le vote du peuple ivoirien

Changement de société 13 janvier 2011

Le Parti Communiste libanais salue la victoire historique du peuple tunisien

Suite de la page (13)

aucun doute, en plus de la fin de la dictature et de la fuite de Ben Ali en Arabie Saoudite, la portée arabe qu'elle revêt, tant par les forces qui sont à la base de sa réalisation, et en premier lieu les forces de gauche et la Fédération générale des syndicats ouvriers, que par le programme et les mots d'ordre que le mouvement avait adoptés et poursuivis jusqu'à la victoire finale.

Cette portée nous pousse à affirmer que l'influence de ce qui s'est passé en Tunisie le 14 janvier 2011 sera marquante pour tous les peuples arabes. Nous pouvons même affirmer que ce 14 janvier constituera le point de départ d'un nouveau mouvement populaire dont les prémices se font sentir, non seulement en Tunisie, mais aussi en Algérie, en Égypte, en Palestine, au Liban, en Jordanie et au Koweït. Un mouvement qui s'élargit, prônant les deux slogans de la Résistance contre les projets politiques impérialistes et israéliens et du Changement démocratique.

Le Parti Communiste libanais, tout en s'inclinant devant les martyrs de «L'Intifada des pauvres », appelle à préserver la grande victoire réalisée grâce aux sacrifices du peuple tunisien et à aller de l'avant contre les forces de l'ancien régime qui tenteront de la faire avorter. Il appelle aussi les forces de la gauche et de la démocratie à poursuivre la voie jusqu'à la construction d'un nouveau régime, basé sur la démocratie, le progrès social et l'égalité.

Beyrouth, le 16 janvier 2011
Le Bureau politique Du Parti Communiste libanais
Faire Vivre le PCF 16 janvier 2011

La population de Fort-National dénonce la démagogie de Préval

Suite de la page (3)

Le ministre des Affaires sociales et du Travail, Gérald Germain, qui était sur le lieu du moment du mouvement de protestation au Fort-National essayant de calmer la population a promis de rencontrer les habitants pour les informer de la réalisation de ce projet.

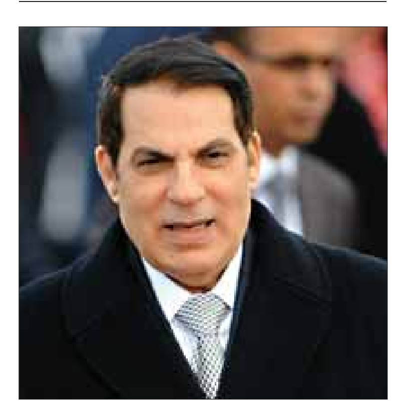
Le ministre des Travaux Publics, Jacques Gabriel, de son côté a apporté quelques explications sur ce projet: «*Il s'agit d'un projet de logements sociaux pour la construction de maisons en hauteur, respectant les normes parasismiques, pour loger plusieurs centaines de familles.*» Il s'agit selon les autorités d'un projet de 3 à 4 mille maisons au Fort-National, mais ce projet n'est pas certain pour l'une des membres de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), Priscilla Phelps, conseillère principale pour le logement des quartiers : « *Le projet doit être passé au crible, il est trop cher. Il reste beaucoup de questions à clarifier.*» Le directeur de l'ONU-Habitat, un regroupement de 200 agences et ONG travaillant dans le domaine de logements sociaux, Jean Christophe Adrian, n'a pas caché ses réserves quant à la réalisation du projet: «*L'expérience montre depuis toujours dans tous le pays, que ce type de projet à terme va bénéficier aux classes moyennes, et bénéficiera aux plus pauvres qui étaient dans le loyer avant le tremblement de terre.*»

Donc ce projet de relocalisation des victimes de tremblement de terre du 12 Janvier au Fort-National est une pure démagogie. Personne n'y croit. Le président René Préval a passé une année après le tremblement de terre sans rien faire pour les déplacés internes sous des tentes au Champ de Mars. Maintenant, il ne reste que quelques jours à la tête du pays, il essaie de leurrer la population de Fort-National en montrant un échantillon de maison à construire.

REUTERS/Allison Shelley

Le président tunisien fuit le pays

Par Ann Talbot



Zine El Abidine Ben Ali a fui la Tunisie

Le président Zine El Abidine Ben Ali a fui la Tunisie. L'état d'urgence a été décrété. L'armée a pris le contrôle de l'aéroport et les rassemblements de plus de trois personnes sont interdits. Une annonce à la télévision d'Etat a averti que quiconque refusait d'obéir aux ordres de l'armée serait fusillé. A la tombée de la nuit, le pays était une fois de plus soumis au couvre-feu, après une journée durant laquelle la police avait ouvert le feu sur une manifestation pacifique devant le ministère de l'Intérieur.

La journée de vendredi avait commencé par une marche de milliers de personnes sur l'avenue Bourguiba, au centre de Tunis, qui se rassemblèrent devant le ministère pour exiger la démission immédiate de Ben Ali. Ils scandaient, « Non à Ben Ali, le soulèvement continue. »

C'était la première fois en près d'un quart de siècle que de telles manifestations avaient eu lieu dans la capitale tunisienne. Elles avaient suivi l'allocution télévisée du président de la veille au soir et lors de laquelle il avait promis de ne pas se présenter à la prochaine élection de 2014 et avait ordonné à la police de cesser de tirer sur les manifestants.

L'appel à la manifestation de Tunis avait été lancé par l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) et devait faire partie d'une grève générale symbolique de deux heures. La police anti-émeute et les unités de l'armée avaient tout d'abord tenté d'empêcher que les manifestants ne s'approchent du ministère mais s'étaient finalement retirés pour encercler le bâtiment tandis que des tireurs d'élite s'étaient postés sur les toits environnants. « Le ministère de l'Intérieur est un ministère de la terreur, » scandait une foule de dizaines de milliers de personnes.

Le ministère de l'Intérieur est particulièrement haï parce qu'il est considéré être au centre de la répression brutale qui a tué 23 personnes selon des rapports officiels et vraisemblablement bien davantage. Il a longtemps été associé à des allégations de torture.

L'on estime qu'il y a un policier pour 40 citoyens en Tunisie et que les deux tiers de cette police sont des agents en civil. Tout au long des 23 ans de règne de Ben Ali, celui-ci a maintenu une atmosphère de peur grâce à cet appareil répressif.

Au départ régnait une atmosphère de liesse au sein de cette manifestation où étaient présents des avocats en robe, des docteurs, des professeurs d'université et d'anciens prisonniers politiques. Les manifestants chantaient l'hymne national et serraient la main aux soldats. Des policiers en civil étaient présents mais avaient laissé faire les manifestants ou les journalistes. Des sites d'internet bloqués tels You Tube étaient redevenus disponibles à nouveau du jour au lendemain.

En l'espace d'une heure, l'atmosphère a pourtant changé radicalement. Dans l'après-midi des renforts de police étaient arrivés et ils avaient commencé à attaquer les manifestants avec des grenades lacrymogènes. On a fait état de tirs.

Ce qui jusque-là avait été une manifestation bruyante et tout à fait non violente s'est dispersée en panique. Des femmes et des enfants se sont enfuis terrifiés pour découvrir que la police les poursuivait dans les rues adjacentes et tirait sur eux avec des grenades lacrymogènes. La police a poursuivi des manifestants non armés en les frappant à coups de bâton et en leur donnant des coups de pieds une fois à terre. La correspondante du Guardian à Paris, Angelique Chrisafis, qui se trouvait au milieu de la foule a dit sur Twitter «C'est en train de tourner très très mal.»

Peu de temps après, l'agence d'information du gouvernement a annoncé que Ben Ali avait limogé l'ensemble de son gouvernement et décrété l'état d'urgence. L'annonce disait qu'il y aurait des élections anticipées dans six mois. Le premier ministre Mohammed Ghannouchi devait former un nouveau gouvernement intérimaire et être responsable des nouvelles élections.

Dans les heures qui ont suivi, toutefois, Ghannouchi a annoncé qu'il assurait le pouvoir présidentiel pour cause d'« indisposition temporaire » du président. L'état d'urgence était encore en vigueur et il ne fut plus question d'élections. « Il est interdit à plus de trois personnes de se rassembler sur la voie publique », précise le communiqué officiel. « La police et l'armée sont autorisées à tirer sur toute personne suspecte refusant les ordres qui lui sont intimés ou cherchant à s'échapper. »

La rumeur courut selon laquelle Ben Ali se trouvait à Malte, en route vers Paris. Plusieurs membres de sa famille avaient déjà fui. Leurs villas au bord de la mer ont été saccagées et pillées dans la station touristique de Hammamet, la police étant dépassée par le nombre de manifestants.

Des milliers de touristes étrangers ont été évacués par leurs tour-opérateurs et les gouvernements ont fait des mises en garde et conseillé d'éviter les voyages en Tunisie. Air France, le principal transporteur vers la Tunisie, a suspendu ses vols.

Ghannouchi est un proche allié de Ben Ali et a été son premier ministre depuis 1999. Il a pris la relève en vertu d'une disposition de la constitution permettant au premier ministre d'assumer le pouvoir si le président est incapable de remplir ses fonctions. La France, l'ancienne puissance coloniale en Tunisie, avait très rapidement pris « acte de la transition constitutionnelle. »

La démarche de Ghannouchi a quelque peu le caractère d'un coup d'Etat. Le rôle de l'armée n'étant pas encore clair. Al Jazeera, rapporte que l'armée se dirige vers la capitale pour prendre la situation en charge. Il y a des critiques à l'égard de la police et du ministère de l'Intérieur pour avoir enflammé la situation.



De milliers de personnes sur l'avenue Bourguiba, au centre de Tunis pour exiger la démission immédiate de Ben Ali. Ils scandaient, «Non à Ben Ali, le soulèvement continue.»



Tout au long des 23 ans de règne de Ben Ali, celui-ci a maintenu une atmosphère de peur grâce à son appareil répressif.

Les événements sont encore en train de se développer mais la tentative de prise de pouvoir de Ghannouchi et la marche de l'armée sur Tunis ne peuvent être interprétés que comme une tentative de protéger les intérêts de l'élite dirigeante. Que la famille présidentielle (dont le pillage du pays est l'une des causes des soulèvements) sorte de la situation avec sa richesse intacte ou non, d'autres éléments du régime sont eux, déterminés à survivre. Pour ce faire, il se pourrait qu'ils soient obligés d'intégrer des opposants politiques dans le gouvernement. Le ministre des Affaires étrangères, Kamel Morjane, a dit ce matin au micro de la chaîne de radio française Europe1 qu'un gouvernement d'union nationale était une éventualité.« Je pense que c'est tout à fait faisable et même tout à fait normal », a-t-il dit.

Il a fait l'éloge de Mohammed Nejib Chebbi, le dirigeant du Parti démocratique progressiste (PDP). Chebbi avait été exclu de la dernière élection présidentielle, préservant ainsi une certaine crédibilité populaire.

Chebbi décrit la prise de pouvoir de Ghannouchi comme un « changement de régime.» S'exprimant sur I-Télé, il a dit, «C'est un moment crucial. Un changement de régime est en cours. C'est la succession maintenant. Elle devra entraîner de profondes réformes pour réformer la loi et laisser le peuple choisir».

Chebbi représente l'opposition légale qui s'est pendant longtemps arrangée avec le régime répressif de Ben Ali. Ceci fait un éventuel acteur clé d'Hamma Hammami le dirigeant du Parti communiste ouvrier de Tunisie (PCOT) qui est encore illégal. Le PCOT est un parti maoïste albanais qui partage les vues du Parti communiste des ouvriers de France (PCOF) et un admirateur déclaré de la tyrannie de Staline et de celle d'Enver Hoxha. Il a également réclamé un gouvernement d'union nationale. Hammami avait été arrêté il y a trois jours ; Ghannouchi l'a fait libérer.

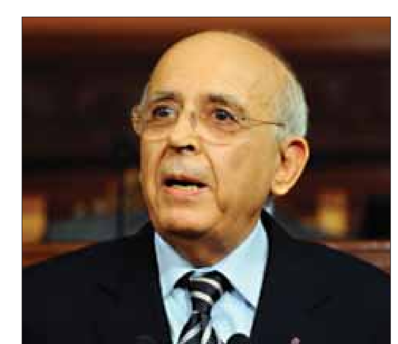
Hammani a été arrêté à maintes reprises et torturé par le régime. Sa femme, l'avocate Radhia Nasraoui, et leurs enfants ont été inquiétés et interrogés de façon persistante. Hammami a été au premier plan dans la couverture des événements par les médias occidentaux. Le New York Times a désigné le couple comme des opposants. Leur participation à un gouvernement d'union nationale serait utilisée pour lui prêter une fausse crédibilité en tant que rupture décisive avec le vieux régime.

En réalité, la discussion au sujet d'un gouvernement d'union nationale n'indique nullement un relâchement de la répression d'Etat. Jeudi soir, Ben Ali était apparu à la télévision d'Etat dans une humeur conciliatoire - en s'exprimant en dialecte tunisien et en assurant son auditoire qu'il avait compris le peuple tunisien. Mais, au moment même où il parlait, davantage de manifestants étaient abattus. Une séquence vidéo affichée sur You Tube montrait des jeunes gens morts et blessés qui étaient emmenés à l'Hôpital Kheirredine dans la banlieue ouvrière Le Kram de Tunis.

Sous l'état d'urgence, la police et l'armée auront davantage encore de liberté pour terroriser la population. Le départ de Ben Ali et la prise de pouvoir de Ghannouchi ne changent pas le caractère fondamental d'un Etat qui a depuis l'indépendance défendu les intérêts de la bourgeoisie locale et du capitalisme mondial.

Les jeunes manifestants qui sont descendus dans la rue soir après soir en dépit des actions brutales de la police ne devraient pas placer leur confiance dans un gouvernement d'union nationale. Ils doivent s'organiser indépendamment des partis existants même ceux qui proclament leur crédibilité de gauche et des syndicats qui ont appelé à contre-cour à défiler vers le ministère de l'Intérieur dans le but de se positionner à la tête d'un mouvement composé en grande partie de jeunes chômeurs et dont on était en train de perdre le contrôle.

D'ores et déjà le soulèvement de Tunisie a un impact au Moyen-Orient. Des milliers de manifestants sont descendus vendredi dans la rue en Jordanie en appelant à la démission du premier ministre Samir Rifai et en exigeant une baisse des prix des produits de base et du carburant. « La Jordanie n'est pas que pour les riches. Le pain est une limite à ne pas dépasser. Méfiez-vous de notre faim et de notre fureur» pouvait-on lire sur une banderole.



Le premier ministre Mohammed Ghannouchi

Une raison majeure pour le départ subi de Ben Ali est la pression exercée par les Etats-Unis et la France qui craignent qu'à moins que le mouvement en Tunisie ne soit stoppé il se propagera à d'autres pays.

Ecrivant dans le Financial Times, le chroniqueur Gideon Rachman a averti, « La Tunisie est un petit pays - mais en ce moment précis elle est tout sauf insignifiante. »

Les manifestations tunisiennes, a-t-il écrit, sont à la une de chaque journal arabe et chaque pays arabe est devant les mêmes dilemmes politiques. Il a indiqué que des protestations de rues avaient éclaté en Algérie. « C'est le sort des grands pays stratégiques - l'Egypte, et l'Arabie saoudite - qui causera le plus de tracas à leurs alliés occidentaux. »



Ben Ali assassin

Ce qui est nécessaire, c'est un mouvement indépendant basé sur un programme socialiste et une lutte pour un gouvernement ouvrier. Un tel mouvement doit immédiatement établir des liens avec les travailleurs et les paysans pauvres des autres pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient ainsi qu'avec les travailleurs en Europe et dans le reste du monde.

Wsws 15 janvier 2011

Jean Claude Duvalier

Suite à la page (16)

pouvoir. C'est également un vaste complot de la communauté internationale contre la mémoire du peuple haïtien.

De l'aéroport international Toussaint Louverture, Jean Claude Duvalier a été conduit à l'hôtel Karibe Convention Center, Juvénat, à Pétion-Ville, où il a tenté de rencontrer la presse, lundi 17 Janvier. Les journalistes ont passé toute la journée sans même arriver à voir Jean Claude Duvalier. Depuis lundi soir, des agents de la Police Nationale d'Haïti encerclent les alentours de l'hôtel.

Ce mardi 18 Janvier, le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Me. Aristidas Auguste accompagné du juge de paix, Gabriel Ambroise a procédé à l'arrestation de l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier et l' a conduit au Parquet près le Tribunal de première instance, pour une audition de quelques heures. Apres l'audition, le commissaire du gouvernement a transmis le dossier par devant le juge d'instruction, Me. Carvès Jean pour les suites légales. Tard dans l'après-midi, M. Jean-Claude Duvalier, libre, a pu regagner sa chambre d'hôtel au Karibe Convention Center, toutefois avec instruction de se tenir à la disposition de la Justice.

«plume ne bouge» - en Haïti et de fait, ils sont successivement responsables de l'emprisonnement, de la mort, de l'assassinat, de la disparition, de la bastonnade, de violation des droits humains de dizaines de milliers d'Haïtiens pour leur opinion politique. Ils sont également responsables de la dilapidation et du détournement d'importantes sommes d'argent du pays, destinées à construire des écoles, des hôpitaux, des routes

Le 7 Février 1986, sous la pression et le soulèvement populaires, Jean Claude Duvalier quitta le pouvoir pour la France où il a été accueilli avec sa famille et ses richesses. Depuis lors, il menait une vie normale, dans le Sud de la France avec des centaines de millions de dollars volés et/ou détournés des fonds publics.

Le dimanche 16 Janvier 2011, environ 25 ans après, à sa plus grande surprise, le peuple haïtien, qui a horreur des Duvalier, a appris le débarquement de l'ancien dictateur sanguinaire, Jean Claude Duvalier à l'aéroport international de Toussaint Louverture à bord d'un vol d'Air France aux environs de 17 heures avec la complicité des autorités françaises et haïtiennes. Le débarquement de Jean-Claude a soulevé beaucoup de réactions, certaines d'entre elles exigeant son arrestation. Pour Amnesty International, Jean Claude Duvalier doit obligatoirement comparaître par devant la justice pour répondre de multiples actes de violations des droits humains et des crimes odieux, des meurtres et assassinats abominables, planifiés depuis le palais national sous son règne.

A l'époque des Duvalier, l'abomination de ces forfaits avait révolté l'opinion et la conscience citoyenne ce qui a abouti à la révolte du 7 Février 1986. Amnesty International a adressé une requête aux autorités haïtiennes leur demandant de déférer l'ancien dictateur haïtien, Jean Claude Duvalier par devant la justice pour les violations des droits humains commises sous son régime dans les années allant de 1971 à 1986. Le conseiller spécial de droits de cette institution internationale de droits de l'homme, Javier Zunigar a déclaré : *« Les violations des droits humains à grande échelle commises systématiquement en Haïti sous le régime Duvalier constituent des crimes contre l'humanité. Haïti doit engager des poursuites contre lui et toutes autres personnes responsables de tels crimes. Les autorités haïtiennes doivent mettre fin au cycle de l'impunité qui prévaut en Haïti depuis des décennies. Ne pas traduire en justice les responsables ne pourraient qu'entraîner de nouvelles atteintes aux droits humains. »*

D'autres organisations des Droits de l'homme lancent un appel aux autorités haïtiennes pour qu'elles procèdent à l'arrestation immédiate de Jean Claude Duvalier pour que la justice haïtienne puisse l'entendre. Des plaintes ont été depuis belle lurette déposées contre lui, le moment est venu pour que la justice fasse son travail comme le veut la loi. Selon les organisations, les crimes commis sous le régime de fer des Duvalier sont des crimes contre l'humanité et de fait ils sont imprescriptibles. Même pour la morale ces crimes odieux ne peuvent pas être soumises aux prescriptions. Dans une note de presse l'Institut for Justice & Democracy in Haïti (IJDH) et le Bureau des Avocats Internationaux (BAI) dirigés respectivement par Iran, Kurzban, Brian Concannon Junior et Mario Joseph, demandent au gouvernement haïtien de respecter et de faire appliquer les lois de la République, selon le vœu de l'article 136 de la constitution de 1987, en procédant immédiatement à l'arrestation de l'ex-dictateur haïtien. L'IJDH et le BAI ont rappelé que la constitution haïtienne reconnaît le droit de tous les Haïtiens forcés de quitter le pays à retourner sur leur terre natale, mais ceux qui ont commis des crimes doivent en répondre devant la justice. L'IJDH et le BAI disent détenir des documentations juridiques prouvant des actes de criminalité de la tyrannie des Duvalier.

« Un arrêt de 3 Juillet 2009 de la Première Cour de droit public, de la Cour fédérale de la Suisse, qui note que le gouvernement haïtien l'avait informé d'une procédure pénale en cours contre M. Duvalier depuis Juin 2008 ; Un arrêt du tribunal fédéral du district Sud du Floride dans le dossier de Jean-Juste contre Duvalier, no 86-0459, en date du 8 Janvier 1988, qui a prononcé une condamnation civile contre M. Duvalier pour plus de $ 500 000 000 (U.S) pour son détournement de fonds publics à des fins personnelles. Un compte rendu comptable de détournement M. Duvalier de fonds publics mené pour le gouvernement haïtien par un cabinet de comptables des Etats-Unis entre 1986 et 1990, établissant le vol de plus de $ 300 000 000 U.S de fonds publics.

Cette documentation juridique est complétée par un volumineux dossier public des violations des droits humains de M. Duvalier, y compris les tortures et les disparitions d'opposants politiques de la prison de Fort-Dimanche, et les crimes commis par les milices sous le contrôle de M. Duvalier, y compris les Forces Armées d'Haïti et les Volontaires de la Sécurité Nationale (Tonton Macoutes). Les crimes de M. Duvalier ne sont pas prescriptibles.

D'après l'article 466, du Code d'Instruction Criminelle de la République d'Haïti, les poursuites pour détournement de fonds ne sont pas prescrites à cause des actes d'instruction et de poursuite qui ont été enclenchés de 1986 à 2008. Les assassinats et tortures politiques ne sont pas prescrits, car ils sont des crimes contre l'humanité, qui sont imprescriptibles selon le droit international. »

Des victimes de la tyrannie des Duvalier, entres autres, des journalistes bien connus de la radio Haïti-Inter ont vivement condamné le débarquement de Jean Claude Duvalier à Port-au-Prince. Ils ont également dénoncé la complicité du gouvernement haïtien, du gouvernement français et de l'Administration d'Obama dans cette affaire. Ils exigent l'arrestation immédiate de Jean Claude Duvalier. Rappelons pour l'histoire et pour tous ceux qui font comprendre qu'on devrait réconcilier la nation haïtienne, le 28 Novembre 1980 sous la dictature de Jean Claude Duvalier, la station de radio Haïti-Inter avec ses journalistes a été vandalisés par les milices surnommés « Tonton macoutes ». On dit souvent « la justice élève une nation ». La nation ne peut pas se réconcilier dans l'injustice et l'impunité.

La femme de feu Jean Léopold Dominique Directeur de radio Haïti-Inter, Michelle Montas se prépare à porter plainte contre Jean-Claude Duvalier devant la justice haïtienne pour la destruction de la station et l'assassinat de ses journalistes. *« Notre média a été détruit sur ordre de Jean Claude Duvalier le 28 Novembre 1980. Une dizaine de mes collaborateurs ont été arrêtés à radio Haïti-Inter. Certains d'entre eux ont passé plus d'un mois en prison, d'autres ont été torturés. Je peux aussi parler au nom de ceux qui, le 28 Novembre 1980 ont été arrêtés arbitrairement ou assassiné, parmi eux, Ezéchiel Abellard, Pierre Clitandre, Marcus Garcia, Elsie Ethéart, Jean Robert Hérard, Richard Brisson et la liste est longue. »* a-t-elle déclaré.

L'Ambassadeur français en Haïti, Didier Le Bret, qui fait semblant que les autorités françaises n'avaient été informées à aucun moment du retour de Jean Claude Duvalier à Port-au-Prince, a apporté des explications aux micros de la presse : *« Jean Claude Duvalier est en possession d'un billet de retour pour Paris, le 20 Janvier. Il a une réservation pour retourner à Paris le 20 Janvier, J'espère qu'il va l'utiliser. Son arrivée dans le contexte actuel n'est pas souhaitable, au moment où on a besoin de calme pour sortir d'une situation politique difficile.»*

Quoiqu'on dise du débarquement de Jean Claude Duvalier en Haïti dimanche dernier, ni le gouvernement français ni le gouvernement haïtien ne pourraient ne pas être au courant. Jusqu'à présent, deux jours après, le gouvernement Préval/Bellerive n'a pris aucune position officielle pour informer la population de la venue de l'ex-dictateur en Haïti. De toute évidence, l'arrivée de Jean Claude à Port-au-Prince est une provocation et une insulte pour des centaines de milliers de victimes durant ces 29 ans passés au pouvoir. C'est également un vaste complot de la communauté internationale contre la mémoire du peuple haïtien.

De l'aéroport international Toussaint Louverture, Jean Claude Duvalier a été conduit à l'hôtel Karibe Convention Center, Juvénat, à Pétion-Ville, où il a tenté de rencontrer la presse, lundi 17 Janvier. Les journalistes ont passé toute la journée sans même arriver à voir Jean Claude Duvalier. Depuis lundi soir, des agents de la Police Nationale d'Haïti encerclent les alentours de l'hôtel.

Ce mardi 18 Janvier, le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Me. Aristidas Auguste accompagné du juge de paix, Gabriel Ambroise a procédé à l'arrestation de l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier et l' a conduit au Parquet près le Tribunal de première instance, pour une audition de quelques heures. Apres l'audition, le commissaire du gouvernement a transmis le dossier par devant le juge d'instruction, Me. Carvès Jean pour les suites légales. Tard dans l'après-midi, M. Jean-Claude Duvalier, libre, a pu regagner sa chambre d'hôtel au Karibe Convention Center, toutefois avec instruction de se tenir à la disposition de la Justice.



ANNONCE DE DÉCÈS

Nous annonçons avec infiniment de peine, la triste nouvelle de la mort de Maître Constant D Pognon, originaire de Thomazeau, Fondateur du Parti Démocrate du Ralliement National (PADRANA), ancien Directeur-Fondateur à Lalue du Collège < Centre de Formation Intellectuelle >, survenue à Port-au-Prince le Lundi 10 Janvier 2011 à l'age de 80 ans, après une longue maladie. En cette douloureuse circonstance, à sa femme Evelyne Pognon, née Antoine, son ex épouse Mme Fernande Sylvain, ses enfants l'Ingénieur Jean Cothel Pognon, Mme Marie Danie Pognon Irizarry et son époux Hiram Irizarry, Mme Rose Andrée Pognon Bony, l'Ing Marie Caria Pognon; à Pierre Ricard Pognon, Louis Kerson Pognon ; ses petits enfants Marvin, Maude Elysa Louiseize Pognon, Athina, Thaina, Yaissa et Dianie Irizarri, Moïse Bony; à ses neveux et nièces Révérend Pierre Bovoix Pognon et sa famille, Yveline Pognon, l'ing Windzer Bonne Année et famille, Wesnith Lops et famille, Mme Marlène Leroy, née Pognon et sa famille, Mme Jocelyne Gandy Hanna, née Pognon et sa famille, Jean Robert (Bob) Toussaint Pognon et sa famille, Daniel Pognon et famille, Akim Pognon et famille, Michaelle Joseph, née Pognon et famille, Paula Pognon, Naomie Pognon et famille, Marie Emmanuelle, Benjamin, Renée et Danielle Joseph et leurs familles, à Gisèle Odvil; à ses cousins et cousines : Rev et veuf André Pognon et sa famille, Mme Paulette Mérilus et sa famille, l'Archevêque Jean Pierre, Etzer Pierre et sa famille, Joseph Pierre et sa famille, Christian Pierre et sa famille, Père Vital Médé et sa famille, Marcel Jean Pierre et sa famille, Mme Aglasiane Florestal et sa famille, Pierre L.Florestal et sa famille, Dr Eveline Duthil et sa famille, Belony Jr Duthil et sa famille, Marie Carmelle Duthil et sa famille, Myriam et Josuée Duthil; Pierre Mogène son épouse et leurs enfants; à Max, Renel, Gabriel, Sylvie Agénor, née Pognon, Mme Foufoune Pognon, Veuve Erima Albert, née Pognon et sa famille, à Idelette Pognon et sa famille, Ovane et Jeanna Pognon et leurs enfants, André Pognon et ses enfants, Dr Michel Hyppolite et sa famille, Gélin Coleau et sa famille, Ducarmel Albert, au Dr Donald Pognon et sa famille,Gabriel et Jean Claude Michel leurs enfants et leurs familles, Mme Zéïla Duthil et sa fille Maryse et leurs suites, à Dieudonne, Kettely et Eveline Pognon et leurs familles, Guerda Ducheine, à Wilner Bien Aimé et sa famille; à ses beaux frères et belles soeurs Mr et Mme Salnave et enfants, Mr et Mme Stéphane Jean et enfants, Mme Elisabette Sylvain et enfants, Mme Thérèse Sénatus et enfants, Mme Gérard Dumezile et enfants, Mr Hérard Sylvain et enfants, Mme Anglade Morris et enfants, Mme Jean Jacques Sylvain et enfants, Mr Léon Sylvain et enfants, Mme Anita Adrien et enfants, Mme Raymonde Pognon, née Florestal et enfants, Mme Immacula Sylvain et enfants ; aux familles Pognon, Antoine, Sylvain, Bony, Irizarri, Alexandre, Louisseize, Duthil, Florestal, Milfort, Pierre, Joseph, Gandy Hanna, Leroy, Bonne Année, Lops, BienAimé, Adrien, Odvil, Morris, Sénatus, Coleau, Antoine, Hyppolite, Michel, Dor, Boucard, St Hubert, Bruno, Salnave, Jean, Damus, Dumézile, Boursicot, Léon, Médé, Mogène, BienAimé, Chéry; à ses anciens collègues, de la Politique et de l'enseignement, collaborateurs et élèves et à tous les parents, alliés et amis si cruellement affectés par cette immense perte, HAITI LIBERTE présente ses vives sympathies.

Les funérailles de Maître Constant D. Pognon seront chantées le Samedi 22 Janvier 2011 à 9 heures du matin à l'église Baptiste, située à la rue Baussan, Turgeau où la dépouille sera exposée dès 7 heures du matin.

L'inhumation aura lieu au parc du souvenir.

Paix à son âme.

Bon départ du bouillon culturel !

Toutes photos par Edgard Lafond


Le chanteur Prince Guetjens


Dominique Gagné au piano


Trifon Dimitrov à la basse


Michael Vital à la batterie

Par Jackson Rateau

Le samedi 15 janvier dernier, à l'auditorium de Grenadier Books / Haïti Liberté, au 1583 Albany ave à Brooklyn, c'était le début des activités musicales : Bouillon Culturel préparé et servi par le groupe de Monvelyno Alexis / Kòd ak Po.

Ces activités culturelles et politiques au local du journal et de la librairie sont dans l'objectif de créer un point d'attraction devant distraire nos compatriotes disséminés dans diverses localités environnantes de l'Etat de New York dans leurs heures creuses.

C'est ainsi que samedi 15 janvier, sur le coup de 8 heures, le groupe Monvelyno Alexis / Kòd ak Po, d'inspiration folklorique, travaillant sa musique sur un rythme de jazz, a joué sur un rythme musical profondément nuancé et très apprécié qui n'a laissé personne de l'assistance dans l'indifférence. Les musiciens qui animaient la soirée de façon flamboyante répondent aux noms de Monvelyno Alexis, première guitare et chanteur principal, Dominique Gagné au piano et à la flûte, Harold Jean Pierre au sax soprano, Trifon Dimitrov à la basse, et à la batterie, Michael Vital.

La présence de la chanteuse Jocelyne Dorismé, comme artiste invitée, apportait un complément au menu de cette soirée gaiement animée par le groupe.

La prochaine présentation de cette série de concerts est projetée au 12 Février au même local et à la même heure.

Vous aussi, il ne vous reste qu'à nous rejoindre pour vous régaler de ce moment de relaxation animée sur fond de jazz et de folklore.


Harold Jean-Pierre au sax

Soti nan paj 6

ou te peye taks ou pa.

Kisa ki detèmine konbyen lajan an ka rive avèk kredi EITC a? 1) kantite lajan ou fè nan travay ou; 2) selon jan w ap fil, si se marye oubyen selibatè ; 3) kantite timoun ou genyen ki kalifye, fòk yo gen mwenske 19van sofsi li se yon etidyan ki gen mwenske 24tran e k ap viv nan menm kay avèk ou. Pou timoun nan kalifye tou fòk li se yon fanmi w tankou pitit, nyès, neve, pitit pitit, bèlfi, bofis oubyen « foster child ». Si se pitit kouzen w, menaj ou, zanmi w, li pa kalifye.

Ane pase moun ki te fè taks mwen an di m pou mwen fil tankou m se responsab kay la (Head of household) malgre mwen marye, eske sa bon? "Head of household" se moun yo konsidere "single" e ki peye plis pase mwatye nan tout bagay pou kay la anplis ki gen pitit oubyen k ap okipe manman ak papa li. Si ou t ap viv avèk konjwen ou ebyen ou pa gen dwa fil "Head of Household". Rezon ki fè moun nan di sa se paske li konnen ou pa t ap kalifye pou EITC si ou te fil avèk konjwen w. Swa ou pat kalifye paske ansanm nou te fè twòp kòb, ou yon ane nou gen yon nimewo ITIN, oubyen li fè nou ranpli 2 taks retou separe pou nou chak ka resevwa kredi EIFC a. Tout jan li pa bon e li pa legal. Yo ka menm konsidere sa tankou yon gwo krim k ap ba w pwoblèm nenpòt lè ou gen pou regle yon ka nan imigrasyon. Tout avoka ak jij yo konnen moun nan fil konsa sou papye taks yo e y ap veye bagay sa yo.

Si pitit mwen rive Ozetazini an 2009 eske mwen kapab retounen mete li sou papye taks mwen pou EITC ak ACTC pou lane 2007 ak 2008 ? Non, ou gen dwa sèlman reklame lajan pou timoun ki viv avèk ou pou pliske 6 mwa nan ane ou vle fil la.

Benefis sa yo ka chanje lavi yon moun. Ou ka pran lajan sa ou achte yon kay, oswa ou voye pitit ou lekòl, ou ka menm voye lajan bay fanmi w ann Ayiti. Dapre tout sa mwen sot esplike yo, ou ka menm jwenn chans resevwa jiska $40,000. Men zafè taks se pa bagay moun jwe avè l. Paske se pa nenpòt ti kòb n ap pale, se sèten IRS (Internal Revenue Service) ap veye tranzaksyon sa yo deprè. Si ou resevwa TPS, fòk ou konprann ni benefis ni danje ki genyen paske si ou al fè bagay ki pa sa sou papye taks ou, li gen dwa menm afekte papye imigrasyon w. Se pa moman pou ap chèche moun k ap remèt ou plis kòb la ou k ap fil pou pi bon pri a, se moman pou ou chèche yon moun ki gen esperyans, ki konn sa l ap fè tout bon e ki konprann sitiyasyon an trèbyen.

Sam Rock se yon avoka ki ap travay nan zafè imigrasyon depi 10zan, se yon espesyalis nan zafè taks tou. Li ouvè yon biwo Haitian Tax Project nan Flatbush Avenue Brooklyn, NY avèk Tony Hardin ki se yon kontab (CPA) pou ede ayisyen ki resevwa TPS yo fil taks kòrèkteman. Sam se yon avoka pou konsil meksiken nan eta ki rele Kentucky. Li pase nan tout Etazini e li ekri anpil atik sou zafè imigrasyon ak taks pou 2 group ki rele "American Immigration Lawyers Association" ak "National Tax Journal". Se li ki sèvi espè ak temwen nan koze pwoblèm taks.

Suite de la page (3)

la souveraineté nationale, a eu pour conséquence la mise sous tutelle voilée d'Haïti après le tremblement de terre du 12 Janvier avec la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), l'importation par les soldats de l'ONU l'épidémie de Choléra qui a déjà tué plus de trois mille Haïtiens, une crise politique née de la mascarade du 28 Novembre 2010. Guire Poulard, Archevêque de Port-au-Prince a apporté sa contribution dans les malheurs du pays. En conséquence, il a été récompensé, par une mutation à la tête de l'archidiocèse de Port-au-Prince pour continuer l'œuvre de l'un de ses prédécesseurs, François R. Ligondé qui, en 1991, a supporté Roger Lafontant dans sa tentative de coup d'Etat contre le président Jean Bertrand Aristide fraîchement élu lors des élections du 16 Décembre 1990. A cette époque, Ligondé disait à Lafontant: *«N'ayez pas peur»*. Lors, l'église catholique d'Haïti lui apportait son support. Mais le peuple haïtien a fait échouer tout ce complot.

Bon départ du bouillon culturel !

voir page 19

Par Jackson Rateau



Le groupe Kòd ak Po à l'auditorium de Grenadier Books / Haïti Liberté



La chanteuse Jocelyne Dorismé

Toutes photos par Edgard Lafond

